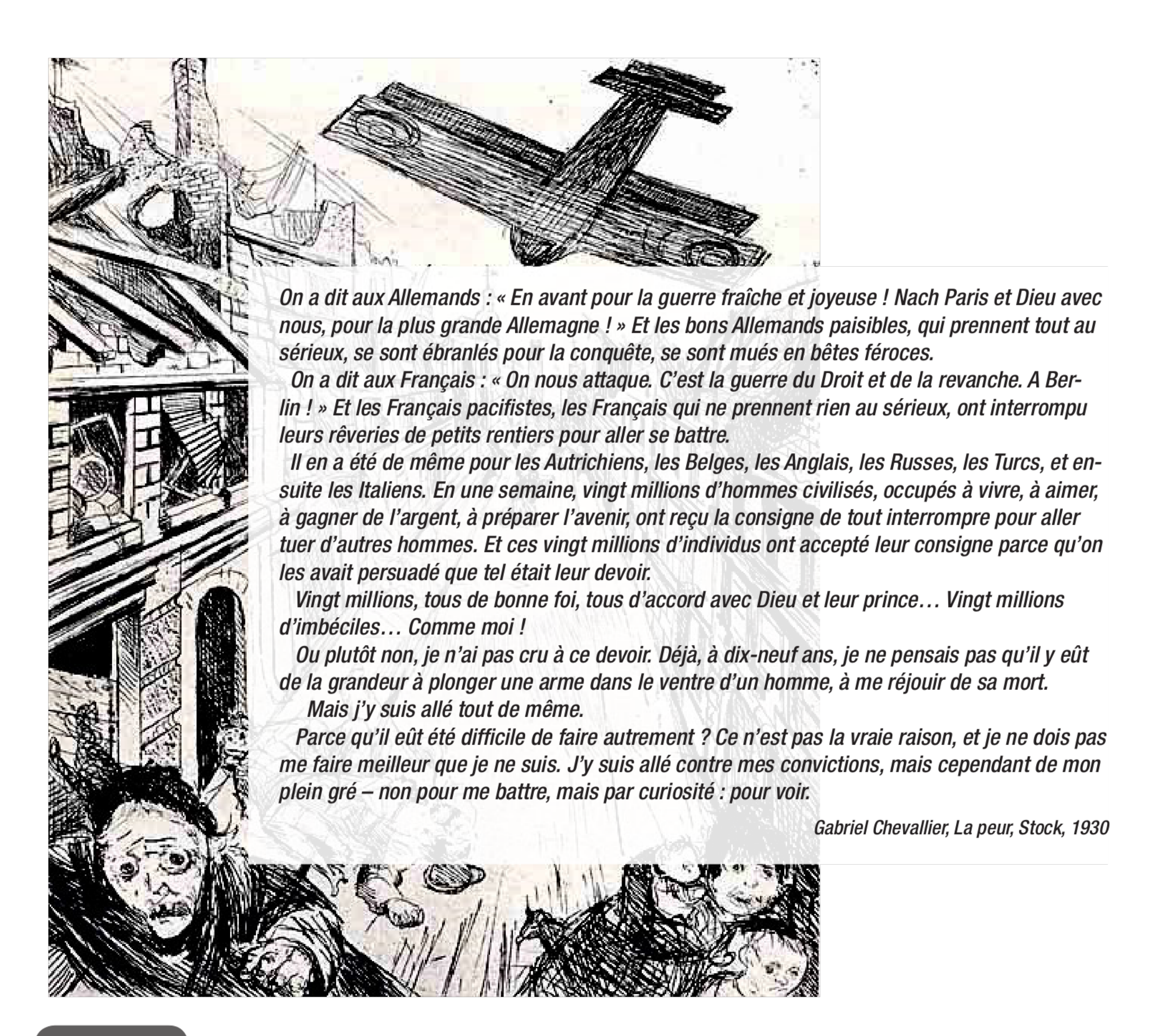
A BAS LA GUERRE !



RECUEIL DE TEXTES ANTIMILITARISTES



On a dit aux Allemands : « En avant pour la guerre fraîche et joyeuse ! Nach Paris et Dieu avec nous, pour la plus grande Allemagne ! » Et les bons Allemands paisibles, qui prennent tout au sérieux, se sont ébranlés pour la conquête, se sont mués en bêtes féroces.

On a dit aux Français : « On nous attaque. C'est la guerre du Droit et de la revanche. A Berlin ! » Et les Français pacifistes, les Français qui ne prennent rien au sérieux, ont interrompu leurs rêveries de petits rentiers pour aller se battre.

Il en a été de même pour les Autrichiens, les Belges, les Anglais, les Russes, les Turcs, et ensuite les Italiens. En une semaine, vingt millions d'hommes civilisés, occupés à vivre, à aimer, à gagner de l'argent, à préparer l'avenir, ont reçu la consigne de tout interrompre pour aller tuer d'autres hommes. Et ces vingt millions d'individus ont accepté leur consigne parce qu'on les avait persuadé que tel était leur devoir.

Vingt millions, tous de bonne foi, tous d'accord avec Dieu et leur prince… Vingt millions d'imbéciles… Comme moi !

Ou plutôt non, je n'ai pas cru à ce devoir. Déjà, à dix-neuf ans, je ne pensais pas qu'il y eût de la grandeur à plonger une arme dans le ventre d'un homme, à me réjouir de sa mort.

Mais j'y suis allé tout de même.

Parce qu'il eût été difficile de faire autrement ? Ce n'est pas la vraie raison, et je ne dois pas me faire meilleur que je ne suis. J'y suis allé contre mes convictions, mais cependant de mon plein gré – non pour me battre, mais par curiosité : pour voir.

Gabriel Chevallier, La peur, Stock, 1930

Sommaire



Nos luttes, leurs guerres

Nous publions ici différents textes, dont certains ont plus de 100 ans, pour donner de la matière à une pensée qui s'est étiolée au cours des dernières décennies en France : l'antimilitarisme.
De nos jours, les dirigeants de tous les pays européens se servent des échos de la guerre en Ukraine pour mettre les bouchées doubles dans « l'effort de guerre ». Nous étions « en guerre » contre le virus, il faut une « mobilisation générale » pour le climat, l'inflation et les restrictions nous imposent « une économie de guerre ». Le SNU, les débats sur le retour du service militaire, les jeux vidéos, la diabolisation des pays non alliés, le champ lexical de la guerre et sa banalisation par les media, tous ces moyens participent au formatage des esprits. Ajoutons à cela les nouvelles de l'augmentation des budgets européens sur l'armement, les futures lois de réquisition en France et en Suisse, le réarmement de l'Allemagne malgré le déclin de son mouvement pacifiste historiquement fort, nous obtenons les deux ingrédients principaux pour continuer le massacre : la militarisation matérielle et celle des esprits.

Nous nous appuierons aussi sur des textes du début du vingtième siècle, témoignages des guerres mondiales ou critiques du bellicisme étatique parce qu'ils peuvent nous permettre d'anticiper les phénomènes de crispation actuelle, dans leur forme étatiste de répression et de propagande ou bien de nos entourages propagandés et anxieux.

L'État, par la censure et la répression n'a jamais permis que l'on discute ses ordres. Nous verrons que de nombreuses personnes ont été et sont toujours fichées pour leurs idées contre la guerre, déportées ou incarcérées pour leurs paroles ou leurs actes antimilitaristes. Toujours elles ont été accusées de trahison, d'intelligence avec l'ennemi, rappelant ainsi une composante du terme « citoyen » : nous sommes les subordonnés de l'État. N'oublions pas que les hommes ukrainiens n'ont pas le droit de quitter leur pays.
Nous le disions, la propagande étatico-médiatique amène aussi la population à se crisper. En 1914, de nombreux récits parlent de personnes lynchées par leur voisins au prétexte qu'elles ne voulaient pas faire la guerre. « Mort au traître » « Salaud de boche » !

La ficelle est pourtant grosse, à chaque acte belliciste d'un État, la propagande est là pour faire accepter aux populations les pires renoncements éthiques, les pires châtiments, les pires soumissions à des ordres injustes : L'ennemi c'est l'autre, le boche, le russe fasciste, le barbu à kalash. L'anti-fascisme est dans toutes les bouches, par ceux-la même qui ne souhaitent que la domination étatiste. Il faudrait se battre contre « l'axe du mal » ou « pour la liberté », « la démocratie » etc. Tout cela sonne creux et ne sont que des prétextes aux jeux de puissance dans lesquels les peuples n'ont aucun intérêt. Mais imagine-t-on une levée d'armée sans personne à enrôler ? L'État a toujours eu besoin de nous, alors que nous serons mieux sans lui.

Dès les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, nous entendions autour de nous : « Il faut se défendre, il faut prendre les armes ». Certes, se défendre est important et primordial. Mais que voulons-nous défendre ? L'État ? Les armes, instruments de mort, servent-elles réellement à défendre ? Les « russes » sont-ils l'armée russe ? Ne confondons-nous pas lutte (sociale) et guerre (asocial) ?
Ces questions méritent d'être posées tant la confusion règne.
Nous voulons par cette brochure remettre au goût du jour l'antimilitarisme pour affirmer que les guerres ne servent jamais les intérêts des peuples, et sont toujours synonyme de pillage, dévastation, viols et massacres.

Groupe Grothendieck



L’Internationale anarchiste et la guerre « Manifeste des 35 »

L’Europe en feu, une dizaine de millions d’hommes aux prises dans la plus effroyable boucherie qu’ait jamais enregistré l’histoire, des millions de femmes et d’enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples brutalement suspendue, la menace chaque jour plus grave de complications militaires nouvelles, - tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes.

Car pour eux il n’a jamais fait et il ne fait aucun doute - les terribles événements d’aujourd’hui fortifient cette assurance - que la guerre est en permanente gestation dans l’organisme social actuel et que le conflit armé, restreint ou généralisé, colonial ou européen, est la conséquence naturelle et l’aboutissant nécessaire et fatal d’un régime qui a pour base l’inégalité économique des citoyens, repose sur l’antagonisme sauvage des intérêts, et place le monde du travail sous l’étroite et douloureuse dépendance d’une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique. La guerre était inévitable : d’où qu’elle vint, elle devait éclater. Ce n’est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l’on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. À perfectionner constamment. le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix.

Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités à tel ou tel gouvernement. Il n’y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives. Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres et de Pétrograd. C’est à qui de ceux-ci et de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et les plus décisifs pour établir sa bonne foi et se présenter comme l’immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente en ce moment ? Est-ce l’État Allemand avec son militarisme formidable et si puissant qu’il a étouffé toute velléité de révolte ? Est-ce l’État Russe dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ? Est-ce l’État Français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec, le recrutement forcé des troupes noires ; la France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d’avoir écrit et parlé contre la guerre ? Est-ce l’Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ?

Non. Aucun des belligérants n’a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n’a le droit de se déclarer en état de légitime défense.

La vérité, c’est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l’Europe, comme de toutes celles qui l’ont précédée, réside uniquement dans l’existence de l’État, qui est la forme politique du privilège.

L’État est né de la force militaire ; il s’est développé en se servant de la force militaire ; et c’est encore sur la force militaire qu’il doit logiquement s’appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu’il revête, l’État n’est que l’oppression organisée au profit d’une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre ceci de façon frappante : toutes les formes de l’État se trouvent engagées dans la guerre présente : l’absolutisme avec la Russie, l’absolutisme mitigé de parlementarisme avec l’Allemagne, l’État régnant sur des peuples de races bien différentes avec l’Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l’Angleterre et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples, qui pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d’avoir eu confiance en l’État avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et partis politiques (même d’opposition comme le socialisme parlementaire), pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein et elle continue à l’être lorsque les gouvernants, avec l’aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples et, dans les pays neutres, comme l’Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s’opposent et s’opposeront toujours à la guerre avec la dernière énergie.

Le rôle des anarchistes, quel que soit l’endroit ou la situation dans laquelle ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu’il n’y a qu’une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploiteurs. Notre rôle c’est d’appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres.

La propagande et l’action anarchistes doivent s’appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l’esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

À tous les soldats de tous les pays qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu’à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère.

Aux ouvriers de l’usine il faut rappeler que les fusils qu’ils ont maintenant entre les mains ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte, et qu’ensuite ils serviront encore contre eux pour les obliger à subir l’exploitation patronale.

Aux paysans, leur montrer qu’après la guerre il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et à nourrir les riches.

À tous les parias, qu’ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d’avoir réglé des comptes avec leurs oppresseurs, avant d’avoir pris la terre et l’usine pour eux.

Aux mères, compagnes et filles, victimes d’un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte, de tous les mécontentements, pour fomenter l’insurrection, pour organiser la Révolution de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement - même devant une calamité comme la guerre actuelle !

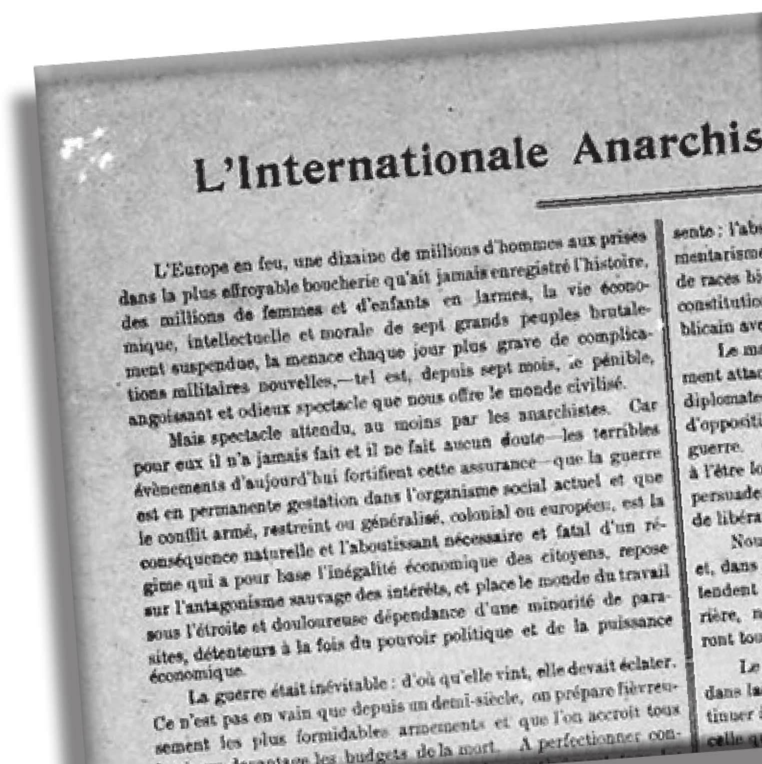
C’est dans des périodes aussi troublées, où des milliers d’hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu’il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l’idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l’organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés, la liberté entière conquise par la destruction totale de l’État et de ses organismes de coercition.

Vive l’Anarchie !

Leonard D. Abbott, Alexander Berkman, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernardo, G. Barret, E. Boudot, A. Calzitta, Joseph J. Cohen, Henry Combes, Nestor Ciele van Diepen, F. W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T. H. Keell, Harry Kelly. J. Lemaire, E. Malatesta, A. Marquez, F. Domela Nieuwenhuis, Noel Paravich, E. Recchioni, G. Rijnders, I. Rochtchine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V. J. C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L. G. Woolf, S. Yanovsky.

Londres, février 1915.

Nous prions la presse anarchiste de tous les pays de vouloir bien reproduire ou traduire ce manifeste qui n’est publié qu’en allemand, anglais et français.



L’Internationale Anarchis

L’Europe en feu, une dizaine de millions d’hommes aux prises dans la plus effroyable boucherie qu’ait jamais enregistré l’histoire, des millions de femmes et d’enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples brutalement suspendue, la menace chaque jour plus grave de complications militaires nouvelles,—tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes. Car pour eux il n’a jamais fait et il ne fait aucun doute—les terribles événements d’aujourd’hui fortifient cette assurance—que la guerre est en permanente gestation dans l’organisme social actuel et que le conflit armé, restreint ou généralisé, colonial ou européen, est la conséquence naturelle et l’aboutissant nécessaire et fatal d’un régime qui a pour base l’inégalité économique des citoyens, repose sur l’antagonisme sauvage des intérêts, et place le monde du travail sous l’étroite et douloureuse dépendance d’une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable : d’où qu’elle vînt, elle devait éclater. Ce n’est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l’on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner con-



Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont les figures les plus célèbres de la minorité à l'intérieur du parti social-démocrate allemand. Ils se positionneront inlassablement contre la guerre, en opposition à leur parti, seront emprisonnés plusieurs fois et finiront assassinés en 1919 à la suite de la tentative de révolution spartakiste.

Extraits de *La crise de la social-démocratie* de Rosa Luxemburg, 1915

Dans cet extrait, tiré du chapitre 4 de La crise de la social-démocratie, *écrit en prison[1] en 1915, nous lisons l'amertume de Rosa Luxemburg suite à l'aveuglement et la confusion dans lesquels le nationalisme précipitait les masses populaires. Elle fustige aussi l'adhésion de son parti au vote des crédits de guerre en août 1914. Rosa Luxemburg pose les questions : Devons-nous nous défendre face à une invasion ennemie ? Cette guerre est-elle justifiée ?*
A la première question, elle répondra, comme d'autres socialistes révolutionnaires, que «l'ennemi principal est dans notre pays», à savoir la classe bourgeoise. Rosa Luxemburg nous rappelle que le pouvoir a beau jeu de crier à l'invasion alors qu'il n'a pas hésité à appeler d'autres puissances à la rescousse quand le peuple se soulevait «à l'intérieur» (Révolution française, Commune, ...).
A la deuxième question, à laquelle la social-démocratie a répondu qu'il fallait «défendre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», Luxemburg objecte brutalement que nulle part les nations n'étaient libres, rappelant à quel point chaque Etat belligérant était impérialiste (Tsarisme russe, République française coloniale, Empire colonial britannique, empire allemand «dirigé d'un casque à pointe[2]»).

Mais malgré tout – puisque nous n'avons pas pu empêcher la guerre, et que le pays se trouve devant une invasion ennemie – devons-nous laisser notre propre pays sans défense, l'abandonner à l'ennemi – les Allemands aux Russes, les Français et les Belges aux Allemands, les Serbes aux Autrichiens ? Le principe socialiste du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne dit-il pas que chaque peuple a le droit et le devoir de défendre sa liberté et son indépendance ? Si la maison brûle, ne doit-on pas d'abord éteindre le feu, au lieu de rechercher l'incendiaire ? Cet argument de la maison qui brûle a été d'un grand poids pour l'attitude des socialistes, tant en Allemagne qu'en France. Même dans les pays neutres il a fait école ; on le traduit en hollandais : « Si le navire fait eau, ne doit-on pas avant tout penser à en boucher les fissures ? »
Certes, indigne est le peuple qui capitule devant l'ennemi extérieur comme est indigne le parti qui capitule devant l'ennemi intérieur. Les « pompiers » de la maison qui brûle n'ont oublié qu'une chose : que, dans la bouche d'un socialiste, la défense de la patrie ne veut pas dire qu'il faille tenir le rôle de chair à canon sous le commandement de la bourgeoisie impérialiste.
D'abord, en ce qui concerne l'« invasion », est-ce réellement cet épouvantail devant lequel disparaît, à l'intérieur du pays, comme conjurée et paralysée sous un tout puissant enchantement, la lutte de classes ? D'après la théorie policière du patriotisme bourgeois et de l'état de siège, la lutte de classes est un attentat contre les intérêts de la nation qu'elle compromet dans son élan de résistance. La social-démocratie officielle s'est laissée interloquer par ce tapage. Et néanmoins, l'histoire moderne de la société bourgeoise montrait à chaque étape que, pour elle, l'invasion étrangère n'est pas l'abomination de la désolation, ainsi qu'elle est actuellement dépeinte, mais un moyen mis en pratique et à l'épreuve, non sans prédilection, contre « l'ennemi intérieur ». Les Bourbons et les aristocrates de France n'appelèrent-ils pas l'invasion dans leur propre pays contre les Jacobins ? […] en 1850, le « parti de l'ordre » en France ne menaça-t-il pas ouvertement l'Assemblée nationale, pour la réduire la docilité, de l'invasion des cosaques ? Et le fameux traité du 18 mai 1871 entre Jules Favre, Thiers et Cie d'une part, et Bismarck, d'autre part, ne régla-t-il point la libération de l'armée bonapartiste prisonnière et l'assistance directe des troupes prussiennes en vue de l'extermination de la Commune ? […]
Invasion et lutte de classes ne sont donc point, dans l'histoire bourgeoise, des contradictions, comme on le dit dans la légende officielle. Et si, pour les classes dirigeantes, l'in-

1 - Elle purgeait une peine d'un an, condamnée pour deux discours, l'un, en septembre 1913 appelant les ouvriers à ne pas prendre les armes contre d'autres ouvriers (« incitation publique à la désobéissance ») et un en mars 1914 accusant les militaires allemands de maltraiter les soldats. (« insulte à l'armée »).
2 - L'empereur Guillaume II.

vasion représente une arme à toute épreuve contre la lutte de classes, pour les classes qui s'affranchissent la lutte de classes la plus aiguë s'est toujours avérée la meilleure arme contre l'invasion. […]

Le même quiproquo tragique arrive à la social-démocratie si elle en appelle, pour la justification de son attitude dans cette guerre, au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Il est vrai : le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit de disposer de son plein gré de son propre sort. Mais c'est une véritable dérision du socialisme que de représenter les États capitalistes de maintenant comme l'expression de ce droit des nations de disposer d'elles-mêmes. Dans lequel donc de ces États la nation a-t-elle déterminé jusqu'à présent les formes et les conditions de son existence nationale, politique et sociale ? […] L'Allemagne actuelle est dirigée d'un casque à pointe. L'Allemagne actuelle est érigée sur la tombe de la révolution de mars, sur les décombres du droit national du peuple allemand à disposer de lui-même. La guerre actuelle qui, à côté de la conservation de la Turquie, a pour but la conservation de la monarchie habsbourgeoise et le renforcement de la monarchie militaire prussienne, est un nouvel enfouissement des morts de mars et du programme national de l'Allemagne. Et il se trouve une véritable plaisanterie diabolique de l'histoire en cela seul que des sociaux-démocrates, les héritiers des patriotes allemands de 1848, foncent dans cette guerre – en élevant la bannière du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! Ou, par hasard, la troisième République, avec ses possessions coloniales dans quatre continents et ses horreurs coloniales, est-elle une expression du droit de disposer d'elle-même de la nation française ? Ou est-ce l'empire britannique avec l'Inde et la domination sud-africaine d'un million de blancs sur une population de cinq millions d'hommes de couleur ? Ou est-ce même la Turquie, l'empire des tsars ? Seul un politicien bourgeois, pour qui la race blanche représente l'humanité et les classes dirigeantes la nation, peut voir dans les États à colonie en général la disposition de la nation par elle-même. […]

La grande heure historique de la guerre mondiale exigeait manifestement une action politique ferme, une attitude d'ensemble, une orientation supérieure pour le pays que, seule, la sociale-démocratie était appelée à promouvoir. Au lieu de tout cela, survint une dérobade lamentable et sans exemple de la représentation de la classe ouvrière à qui il incombait à cet instant de prendre la parole. La social-démocratie – grâce à ses chefs – ne s'est pas engagée dans une politique fausse, mais même, en général, elle ne s'est engagée dans aucune politique ; comme parti de classe, avec sa conception particulière du monde, elle s'est mise tout à fait hors de circuit ; elle a sacrifié le pays, sans énoncer la moindre critique, à la redoutable fatalité de la guerre impérialiste, à l'extérieur, et de la dictature du sabre, à l'intérieur ; et, par-dessus tout, elle a pris à sa charge la responsabilité de la guerre. La déclaration du groupe au Reichstag dit qu'elle n'a rien approuvé que les moyens pour la défense du pays, qu'elle a, par contre, repoussé la responsabilité de la guerre. C'est justement le contraire qui est vrai. Les moyens pour cette « défense », c'est-à-dire pour ce massacre impérialiste des hommes par les armées de la monarchie militaire, la social-démocratie n'avait même pas besoin de les approuver, car leur application ne dépendait pas le moins du monde de l'approbation de la social-démocratie : celle-ci, minoritaire, se trouvait devant la majorité compacte des trois quarts du Reichstag bourgeois. Par son approbation volontaire, le groupe social-démocrate n'a atteint qu'à une chose : à la démonstration de l'union sacrée, c'est-à-dire à la suspension de la lutte de classes, à l'extinction de la politique d'opposition de la social-démocratie au temps de guerre, donc au partage de la responsabilité morale de la guerre. Par son approbation volontaire, elle a marqué la guerre ainsi conduite du sceau de la défense de la patrie, elle a contribué à induire les masses en erreur sur les vraies conditions et sur les tâches de la défense de la patrie.

Lettre à la conférence de Zimmerwald

2 septembre 1915



Chers camarades !

Pardonnez ces quelques lignes rapides. Je suis enfermé, ligoté par le militarisme. Aussi ne puis-je venir vers vous. Mais mon cœur, mon esprit, tout mon être est avec vous.

Vous avez deux taches importantes à remplir : une dure, celle du devoir rigoureux ; l'autre, sacrée, celle de l'enthousiasme et de l'espoir.

Règlement de comptes, impitoyable règlement de comptes avec les déserteurs et les transfuges de l'Internationale en Allemagne, en Angleterre, en France et ailleurs.

Information réciproque, encouragement à ceux qui sont restés fidèles à notre drapeau, qui sont résolus à ne pas reculer d'un pouce devant l'impérialisme international, même au prix du sacrifice de leur vie. Et mettre de l'ordre dans les rangs de ceux qui sont décidés à persévérer, à persévérer et à se battre, solidement ancrés sur le terrain du socialisme international.

Formuler brièvement les principes de notre attitude à l'égard de la guerre mondiale en tant que cas particulier de notre attitude à l'égard de la société capitaliste. Brièvement, du moins je l'espère. Car ici nous sommes et nous devons être tous d'accord.

De ces principes, il s'agit avant tout de tirer les conséquences pratiques. Impitoyablement, pour tous les pays !

Guerre civile, et non union sacrée ! Solidarité internationale du prolétariat contre l'harmonie pseudo-nationale, pseudo-patriotique des classes, lutte de classe internationale pour la paix, pour la révolution socialiste. Ce qu'il faut établir, c'est *comment* nous devons lutter. Ce n'est que par une collaboration étroite, par des échanges mutuels d'un pays à l'autre, par une émulation réciproque, que l'on rassemblera le maximum de forces, que l'on remportera le maximum de succès.

Les amis de chaque pays tiennent dans leurs mains les espoirs des amis de tous les autres pays. Vous, avant tout, socialistes français et socialistes allemands, vous êtes les uns pour les autres votre propre destin. Amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas séduire par le mot d'ordre de l'unité nationale – vous en êtes préservés !-, mais pas non plus par celui, tout aussi dangereux, de l'unité du parti. Tout refus de ce mot d'ordre, toute manifestation de votre opposition à une politique officieusement gouvernementale, toute affirmation hardie de principe de la lutte de classe, de votre solidarité avec nous, en faveur de la volonté de paix du prolétariat, renforce notre esprit combatif, décuple notre force, notre volonté d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial, pour sa libération économique et politique, pour sa libération des chaînes du capitalisme, mais aussi de celles du tsarisme, du kaiserisme, du junkerisme, du militarisme, non moins international ; elle renforce notre capacité de lutte en Allemagne pour la libération politique et sociale du peuple allemand, contre la politique de conquêtes territoriales des impérialistes allemands, pour une paix rapide sans annexions ni violences, une paix qui rendra à la malheureuse Belgique, la Niobé des nations, la liberté et l'indépendance, et la France au peuple français.

Frères français ! Nous connaissons les difficultés particulières de votre situation tragique et souffrons avec vous comme avec la masse torturée et martyrisée de tous les peuples. Votre malheur est le nôtre, comme nous savons que notre douleur est la vôtre. Que notre combat soit votre combat !



Aidez-nous, comme nous vous promettons de vous aider.

La nouvelle Internationale, sur les ruines de l'ancienne, elle ne peut naître que sur les ruines de l'ancienne avec des bases nouvelles, plus solides. Amis socialistes de tous les pays, vous avez aujourd'hui à poser la première pierre de l'édifice de l'avenir. Prononcez une sentence impitoyable contre les faux socialistes ! Fustigez impitoyablement les hésitants de tous les pays, y compris ceux d'Allemagne ! La grandeur du but vous élèvera au-dessus des étroitesses et des mesquineries de l'heure présente, au-dessus de la misère de ces temps effroyables !

Vive la paix future entre les peuples ! Vive l'antimilitarisme ! Vive le socialisme révolutionnaire international, libérateur des peuples !

Prolétaires de tous les pays, de nouveau unissez-vous !

K. Liebknecht.



Fièvre cocardière,
Fièvre meurtrière,
Fièvre militaire et sanguinaire.
Quelques angoisses, quelques menaces, et tous rentrent dans le rang.
Les partis politiques d'opposition se pelotonnent sous les ailes du gouvernement.
Leurs journaux virent de bord spectaculairement.
Et ici, chez les gens.
Il n'y a plus de frères allemands.
Il n'y a plus de prolétariat uni,
La-bas ce sont des ennemis,
Ici, ce sont des héros,
Les sales boches, on les aura bientôt.
Toi qui ne chantes pas,
Toi qui n'adhères pas,
Prends garde à toi.

ONZIÈME ANNÉE. — N° 3754

6 Pages — 5c

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

MARDI 28 JUILLET 1914

6 Pages — 5c

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

LA RUPTURE AUSTRO-SERBE

Les Hostilités commenceront aujourd'hui

SIR EDWARD GREY PROPOSE DE RÉUNIR A LONDRES UNE CONFÉRENCE DE MÉDIATION

L'Internationale contre la Guerre

MANIFESTE de la Section française

MANIFESTE de la Section ...

UN ARTICLE

A la Veille du Verdict

UNE AUDIENCE MOUVEMENTÉE

M. Caillaux verse aux débats le testament de M. Calmette et attaque M. Bernstein. M. Bernstein réplique et injurie M. Caillaux. Le président Albanel fait évacuer la salle

LES MÉDECINS ET LE COLONEL AUBRY DÉPOSENT

ONZIÈME ANNÉE. — N° 3763

6 Pages — 5c

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

JEUDI 6 AOUT 1914

6 Pages — 5c

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

Renseignez la France

L'EUROPE SE SOULÈVE CONTRE L'AGRESSION ALLEMANDE

L'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne

La Belgique envahie se défend avec succès

ONZIÈME ANNÉE. — N° 3764

6 Pages — 5c

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

VENDREDI 7 AOUT 1914

6 Pages — 5c

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

Socialistes

DEUX PROCLAMATIONS des ENVAHISSEURS

Le kaiser se déclare forcé « de tirer l'épée »

L'ACTE DE GUILLAUME II était PRÉMÉDITÉ

Un « Livre bleu » anglais le prouve

Liège résiste héroïquement

UN FORT TOMBÉ AUX MAINS DES ALLEMANDS A ÉTÉ VAILLAMMENT REPRIS PAR LES BELGES

...emi aurait huit mille tués

TURQUIE MOBILISE

ÉDITION SPÉCIALE A 5 CENTIMES

La Guerre Sociale

PARAISSANT LE MERCREDI

RÉDACTEUR EN CHEF : GUSTAVE HERVÉ

Défense Nationale d'abord !

ILS ONT ASSASSINÉ JAURÈS

Nous n'assassinerons pas la France

le libertaire

hebdomadaire

Paix entre nous ! Guerre aux Tyrans !

Silence, les Gueulards !

A BAS LA GUERRE !

Militarisme et Brigandage

La Guerre Sociale

PARAISSANT LE MERCREDI

RÉDACTEUR EN CHEF : GUSTAVE HERVÉ

Ni Insurrection ! Ni Grève Générale

A BAS LA GUERR...

Montrez le Traité d'alliance !

Ni Grève générale, ni Insurrection !

Socialistes Pa... dormez-v...

JE NE PEUX PAS OUBLIER
Jean Giono, 1934



Je ne peux pas oublier la guerre. Je le voudrais. Je passe des fois deux jours ou trois sans y penser et brusquement, je la revois, je la sens, je l'entends, je la subis encore. Et j'ai peur. Ce soir est la fin d'un beau jour de juillet. La plaine sous moi est devenue toute rousse. On va couper les blés. L'air, le ciel, la terre sont immobiles et calmes. Vingt ans ont passé. Et depuis vingt ans, malgré la vie, les douleurs et les bonheurs, je ne me suis pas lavé de la guerre. L'horreur de ces quatre ans est toujours en moi. Je porte la marque. Tous les survivants portent la marque.

J'ai été soldat de deuxième classe dans l'infanterie pendant quatre ans, dans des régiments de montagnards, au 159e de Briançon, puis au 140e de Grenoble. Avec M. Vidon qui était mon capitaine et qui habite encore un faubourg de Grenoble avec ses filles, nous sommes les seuls survivants de la 6e compagnie du 140e d'infanterie. Nous avons fait les Éparges, Verdun-Vaux, Noyon-Saint-Quentin, le Chemin des Dames, l'attaque de Pinon, Chevrillon, Le Kemmel. La 6e compagnie a été remplie cent fois et cent fois d'hommes. La 6e compagnie était un petit récipient de la 27e division comme un boisseau à blé. Quand le boisseau était vide d'hommes, enfin, quand il n'en restait plus que quelques-uns au fond, comme des grains collés dans les rainures, on le remplissait de nouveau avec des hommes frais. On a ainsi rempli la 6e compagnie cent fois et cent fois. Et cent fois on est allé la vider sous la meule. Nous sommes de tout ça les derniers vivants, Vidon et moi. J'aimerais qu'il lise ces lignes et qu'il trouve son nom. Il doit faire comme moi le soir : essayer d'oublier. Il doit s'asseoir au bord de sa terrasse, et lui, il doit regarder l'Isère verte et grasse qui coule en se balançant dans des bosquets de peupliers. Mais, tous les deux ou trois jours, il doit subir comme moi, comme tous. Et nous subirons jusqu'à la fin.

Je n'ai pas honte de moi. En 1913 j'ai refusé d'entrer dans la société de préparation militaire qui groupait tous mes camarades. En 1915 je suis parti sans croire à la patrie. J'ai eu tort. Non pas de ne pas croire : de partir. Ce que je dis n'engage que moi. Pour les actions dangereuses, je ne donne d'ordre qu'à moi seul. Donc, je suis parti, je n'ai jamais été blessé, sauf les paupières brûlées par les gaz. (En 1920 on m'a donné puis retiré une pension de quinze francs tous les trois mois, avec ce motif : « Léger déchet esthétique. ») Je n'ai jamais été décoré, sauf par les Anglais et pour un acte qui est exactement le contraire d'un acte de guerre [pour être allé chercher deux aveugles dans le couloir de l'hôpital de Woordmouth qui brûlait]. Donc, aucune action d'éclat. Je suis sûr de n'avoir tué personne. J'ai fait toutes les attaques sans fusil, ou bien avec un fusil inutilisable. (Tous les survivants de la guerre savent combien il était facile avec un peu de terre et d'urine de rendre un Lebel pareil à un bâton.) Je n'ai pas honte, mais, à bien considérer ce que je faisais, c'était une lâcheté. J'avais l'air d'accepter. Je n'avais pas le courage de dire : « Je ne pars pas à l'attaque. » Je n'ai pas eu le courage de déserter. Je n'ai qu'une seule excuse : c'est que j'étais jeune. Je ne suis pas un lâche. J'ai été trompé par ma jeunesse et j'ai été également trompé par ceux qui savaient que j'étais jeune. Ils étaient très exactement renseignés. Ils savaient que j'avais vingt ans. C'était inscrit sur leurs registres. C'étaient des hommes, eux, vieillis, connaissant la vie et les roublardises, et sachant parfaitement bien ce qu'il faut dire aux jeunes hommes de vingt ans pour leur faire accepter la saignée. Il y avait là des professeurs, tous les professeurs que j'avais eu depuis la classe de 6e, des magistrats de la République, des ministres, le président qui signa les affiches, enfin tous ceux qui avaient un intérêt quelconque à se servir du sang des enfants de vingt ans. Il y avait aussi — je les oubliais mais ils sont très importants — les écrivains qui exaltaient l'héroïsme, l'égoïsme, la fierté, la dureté, l'honneur, le sport, l'orgueil. Des écrivains qui n'étaient pas tous vieux de corps, mais des jeunes aussi qui étaient devenus vieux par l'ambition et qui trahissaient la jeunesse par désir d'académie. Ou tout simplement qui trahissaient la jeunesse parce qu'ils avaient des âmes de traîtres et qu'ils ne pouvaient que trahir. Ceux-là ont retardé mon humanité. Je leur en veux surtout parce qu'ils ont empêché que cette humanité soit en moi au moment précis où elle m'aurait permis d'accomplir des actes utiles. Enfin, ce qui est fait est fait et ce qui est à faire reste à faire. Le temps est pour tout, même ce soir pour regarder cette immense plaine qui s'en va toute d'une traite, depuis le pied de ma terrasse jusqu'au fleuve. L'été de tout le jour s'est appesanti sur les blés. La chaleur sent la farine. Vingt ans. Depuis vingt ans j'ai vu se succéder ces moissons et les vendanges de la terre, la feuillaison des arbres, les moissons et les vendanges, les feuillaisons de mon corps. Vingt ans, et je n'ai pas pu oublier !

Il n'y a pas un seul moment de ma vie où je n'ai pensé à lutter contre la guerre depuis 1919. J'aurais dû lutter contre elle pendant le temps où elle me tenait mais à ce moment-là, j'étais un jeune homme affolé par les poètes de l'état bourgeois. Mon cœur qui avait été maçonné et construit par mon père, le cordonnier à l'âme simple et pure, mon cœur n'acceptait pas la guerre, et je marchais avec un fusil fermé dans le bled de l'attaque. Je le regrette maintenant. Ce fusil, il aurait été bon de le garder fin prêt et astiqué et la culasse coulant bien, et les cartouches bien graissées, le garder avec moi, et comme on m'avait dit, m'en servir contre mes ennemis. Le coeur maçonné par mon père m'aurait fait connaître ces ennemis.

Ce qui me dégoûte dans la guerre, c'est son imbécilité. J'aime la vie. Je n'aime même que la vie. C'est beaucoup, mais je

comprends qu'on la sacrifie à une cause juste et belle. J'ai soigné des maladies contagieuses et mortelles sans jamais ménager mon don total. A la guerre j'ai peur, j'ai toujours peur, je tremble, je fais dans ma culotte. Parce que c'est bête, parce que c'est inutile. Inutile pour moi. Inutile pour le camarade qui est avec moi sur la ligne de tirailleurs. Inutile pour le camarade en face. Inutile pour le camarade qui est à côté du camarade en face dans la ligne de tirailleurs qui s'avance vers moi. Inutile pour le fantassin, pour le cavalier, pour l'artilleur, pour l'aviateur, pour le soldat, le sergent, le lieutenant, le capitaine, le commandant. Attention, j'allais dire : le colonel ! Oui peut-être le colonel, mais arrêtons-nous. Inutile pour tous ceux qui sont sous la meule, pour la farine humaine. Utile pour qui alors ?

Depuis 1919 j'ai lutté patiemment, pied à pied, avec tout le monde, avec mes amis, avec mes ennemis, avec des amis de classe mais faibles, avec des ennemis de classe et forts. Et à ce moment-là je n'étais pas libre, j'étais employé de banque. C'est tout dire. On a essayé de me faire perdre ma place. Déjà à ce moment-là on disait : « c'est un communiste », c'est-à-dire on a le droit de le priver de son gagne-pain et de le tuer, lui et tout ce qu'il supporte sur ses épaules : sa mère, sa femme, sa fille. Je n'étais pas communiste. Je ne le suis pas maintenant.

J'ai refusé de faire partie des sociétés d'anciens combattants car elles étaient, à cette époque, créées seulement pour des buts mutualistes et non pour affirmer cette qualité d'ancien combattant, et de jamais plus nouveau combattant. On a fondé l'A.R.A.C. Mais j'étais dans un pays perdu. Je ne connaissais pas l'action de ceux qui pensaient comme moi. Alors, j'ai mené la lutte seul. Dans ma famille. C'est souvent par là qu'il faut commencer et c'est le plus difficile. D'habitude c'est par là qu'on est vaincu. Je n'ai pas gagné, mais je suis resté entier. Parmi mes amis, deux ou trois m'ont suivi et me suivent encore. Puis j'ai commencé à écrire et tout de suite j'ai écrit pour la vie, j'ai écrit la vie, j'ai voulu saouler tout le monde de vie. J'aurais voulu pouvoir faire bouillonner la vie comme un torrent et la faire se ruer sur tous ces hommes secs et désespérés, les frapper avec des vagues de vie froides et vertes, leur faire monter le sang à fleur de peau, les assommer de fraîcheur, de santé et de joie, les déraciner de l'assise de leurs pieds à souliers et les emporter dans le torrent. Celui qui est emporté dans les ruissellements éperdus de la vie ne peut plus comprendre la guerre, ni l'injustice sociale. C'est l'injustice sociale qui m'a fait me désespérer sur un chemin de vanité pendant quatre ans de plus.

Quand je parlais contre la guerre, j'avais rapidement raison. Les horreurs toutes fraîches me revenaient aux lèvres. Je faisais sentir l'odeur des morts. Je faisais voir les ventres crevés. Je remplissais la chambre où je parlais de fantômes boueux aux yeux mangés par les oiseaux. Je faisais surgir des amis pourris, les miens et ceux des hommes qui m'écoutaient. Les blessés gémissaient contre nos genoux. Quand je disais : « jamais plus », ils me répondaient tous : « non, non, jamais plus ». Mais, le lendemain, nous reprenions notre place dans le régiment civil bourgeois. Nous recommencions à créer du capital pour le capitaliste. Nous étions les ustensiles de la société capitaliste. Au bout de deux ou trois jours, l'indignation était tombée. D'abord le travail avait fourni assez de dureté, de souci et de mal, de choses mauvaises immédiates pour que les malheurs passés soient effacés et les amis morts oubliés.



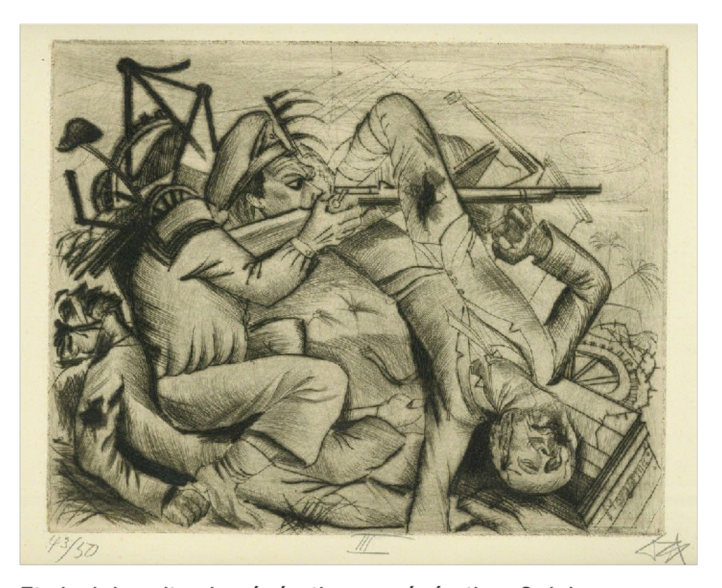
Et surtout parce que le rythme du travail avait été depuis longtemps étudié pour nous endormir. Ce rythme qui était passé de nos grands-pères dans nos pères, de nos pères dans nous. Cet esprit d'esclavage qui se transmettait de génération en génération, ces mères perpétuellement enceintes d'enfants conçus après le travail n'avaient mis au monde que des hommes portant déjà la marque de l'obéissance morale. La société, disaient-ils, n'est pas si mal faite que ça. Tu dis que nous nous sommes battus non pas pour la patrie comme on voulait nous le faire croire (et ça nous le savons, là nous ne marchons pas) mais pour des mines, pour du phosphate, pour du pétrole, je suis mineur. — Eh bien quoi, tu es mineur ? — Si la mine ferme, qu'est-ce que je bouffe ? Il y avait de petits paysans, propriétaires de trois hectares qui se croyaient visés quand je parlais des gros propriétaires terriens. Il y eut même un épicier qui défendit le pétrole, parce qu'il en vendait et qu'il en avait une provision de cinq barils dans son arrière-boutique. L'attachement instinctif au régime bourgeois les empêchait d'être logiques avec eux-mêmes. Ils avaient peur de la guerre comme moi. Ils étaient capables d'un énorme courage, sans histoire et sans gloire, ils pouvaient secourir des typhiques, des diphtériques, se jeter à l'eau pour sauver des enfants, entrer dans le feu, tuer des chiens enragés, arrêter des chevaux emballés et marcher pendant des kilomètres sous la nuit des grands plateaux au milieu de ces orages de fin de monde où la foudre jaillit de terre pour aller chercher un chien égaré. Ils avaient eu peur à la guerre, comme moi. Ils sentaient bien, par là même, au fond de leur chair, par cette partie de leur chair dans laquelle se gonflait l'ancienne histoire de l'homme que la peur qu'ils avaient de la guerre venait de son inhumanité. Mais, par ce côté de leur chair qui s'était collé à leurs mères pendant qu'ils étaient encore dans le ventre, ils avaient hérité de l'habitude de l'esclavage. Cette habitude leur avait permis,

bien sûr, comme à moi, d'entrer à la mine comme mineurs, d'être paysans à la ferme que leurs parents avaient affermée, de s'établir épiciers dans la grand-rue. Mais, maintenant qu'il s'agissait de sortir du gouffre tournoyant de la bourgeoisie, leur hérédité bourgeoise les empêchait d'ouvrir les bras dans le geste ample du nageur.

Une chose aurait dû nous éclairer, je dis nous, car moi aussi j'étais éperdu d'ardeur et d'indécision. Dès qu'on entre en lutte contre la guerre, on entre en lutte contre le gouvernement. Je me disais : « Tu refuseras de serrer la main aux officiers de carrière. Tu défendras ta porte aux officiers, même si un jour l'un d'eux entre dans ta famille ou si tu te trouvais être l'ami d'un officier qui aurait surpris ton amitié », mais on me disait : « Ça n'est pas leur faute. » Et, tout en pensant qu'ils auraient pu choisir un autre métier, j'étais obligé de reconnaître que ça n'était pas leur faute. Je me disais : « Tu barreras dans l'Histoire de France de ta fille tout ce qui est exaltation à la guerre. » Mais il aurait fallu tout barrer et comme j'avais malgré tout essayé, l'institutrice vint chez moi et me dit : « Que voulez-vous, monsieur Giono, comment pouvons-nous faire ? » Quand je revoyais mes amis, ils me répondaient : « Pétrole, pommes de terre, charbon, place, sous, salaires. Il y aura toujours des guerres, qu'est-ce que tu veux, c'est comme ça. » Ils en arrivaient même à me dire : « C'est dans la nature de l'homme » (ceux qui répondaient ça, c'étaient les malins, ceux qui lisaient des livres). Et chaque fois que je sortais sur les chemins de la terre, je rencontrais des petits enfants aux cheveux follets qui jouaient avec des herbes et je savais que tout ça n'était que viande bouchère et il n'y avait donc plus qu'à pleurer.

Celui qui est contre la guerre est par ce seul fait dans l'illégalité. L'état capitaliste considère la vie humaine comme la matière véritablement première de la production du capital. Il conserve cette matière tant qu'il est utile pour lui de la conserver. Il l'entretient car elle est une matière et elle a besoin d'entretien, et aussi pour la rendre plus malléable il accepte qu'elle vive. Il a des maternités où l'on accouche les femmes avec autant de soins qu'on peut. Il a des écoles où les inspecteurs primaires viennent caresser les joues des enfants. Il a des stades où l'on fait faire du sport à vingt-deux hommes et où l'on donne le spectacle à quarante mille. Spectacle déjà de bataille, de lutte, de camps. Il a des casernes.

L'enfant au bord du chemin et qui joue avec des herbes ne peut être considéré dans sa beauté et dans son humaine liberté que par deux ou trois fous de mon genre. Si je pense qu'il a les yeux bleus et qu'il portera toute sa vie la gloire d'avoir les yeux bleus, et qu'il s'en ira, blondasse vagabond du monde, à la recherche de l'espoir, du désespoir et de l'amour ; si moi je pense qu'il va peut-être nourrir dans sa tête les rythmes, les formes, et les musiques qui porteront l'humanité un peu plus avant dans l'immense prairie des étoiles ; si je pense que, sans doute, il ne sera qu'un homme parmi les hommes, un écouteur et non pas celui qui souffle dans le bugle, un de l'auditoire et non pas celui qui est debout dans le cercle, je me dis, moi : quoi qu'il fasse, il vit. J'admire cette vie. L'état capitaliste s'en sert. La guerre n'est pas une catastrophe, c'est un moyen de gouvernement. L'état capitaliste ne connaît pas les hommes qui cherchent ce que nous appelons le bonheur, les hommes dont le propre est d'être ce qu'ils sont, les hommes en chair et en os ; il ne connaît qu'une matière première pour produire du capital. Pour produire du capital il a, à certains moments, besoin de la guerre, comme un menuisier a besoin d'un rabot, il se sert de la guerre. L'enfant, les yeux bleus, la mère, le père, la joie, le bonheur, l'amour, la paix, l'ombre des arbres, la fraîcheur du vent, la course sautelante des eaux, il ne connaît pas. Il ne reconnaît pas dans son état, dans ses lois, le droit de jouir des beautés du monde en liberté. Économiquement, il ne peut pas le reconnaître. Il n'a de lois que pour le sang et pour l'or. Dans l'état capitaliste, ceux qui jouissent ne jouissent que de sang et d'or. Ce qu'il fait dire par ses lois, ses professeurs, ses poètes accrédités, c'est qu'il y a le devoir de se sacrifier. Il faut que moi, toi et les autres, nous nous sacrifiions. A qui ? L'état capitaliste nous cache gentiment le chemin de l'abattoir : vous vous sacrifiez à la patrie (on n'ose déjà plus guère le dire) mais enfin, à votre prochain, à vos enfants, aux générations futures.



Et ainsi de suite, de génération en génération. Qui donc mange les fruits de ce sacrifice à la fin ?

Nous savons donc, maintenant très nettement de quoi il s'agit. L'état capitaliste a besoin de la guerre. C'est un de ses outils. On ne peut tuer la guerre sans tuer l'état capitaliste. Je parle objectivement. Voilà un être organisé qui fonctionne. Il s'appelle état capitaliste comme il s'appellerait chien, chat ou chenille bifide. Il est là, étalé sur ma table, ventre ouvert. Je vois fonctionner son organisme. Dans cet être organisé, si j'enlève la guerre, je le désorganise si violemment que je le rends impropre à la vie, à sa vie, comme si j'enlevais le cœur au chien, comme si je sectionnais le 27e centre moteur de la chenille, cette perle toute mouvante d'arcs-en-ciel et indispensable à sa vie. Reste à savoir ce que je préfère : vivre moi-même,

permettre que les enfants soient des enfants, et jouir du monde, ou assurer, par mon sacrifice, la continuité de la vie de l'état-capitaliste ? Continuons à être objectifs. A quoi sert mon sacrifice ? A rien ! (J'entends ! Ne criez-pas si fort dans l'ombre. Ne montrez pas vos gueules épouvantables de massacrés de l'usine. Ne parlez pas, vous qui me dites que votre atelier a fermé et qu'il n'y a pas de pain à la maison. Ne hurlez pas contre les grilles du château où l'on danse. J'entends !) Mon sacrifice ne sert à rien qu'à faire vivre l'état capitaliste. Cet état capitaliste mérite-t-il mon sacrifice ? Est-il doux, patient, aimable, humain, honnête ? Est-il à la recherche du bonheur pour tous ? Est-il emporté par son mouvement sidéral vers la bonté et la beauté et ne porte-t-il la guerre en lui que comme la terre emporte son foyer central ? Je ne pose pas les questions pour y répondre moi-même. Je les pose pour que chacun y réponde en soi-même.

Je préfère vivre. Je préfère vivre et tuer la guerre, et tuer l'état capitaliste. Je préfère m'occuper de mon propre bonheur. Je ne veux pas me sacrifier. Je n'ai besoin du sacrifice de personne. Je refuse de me sacrifier pour qui que ce soit. Je ne veux me sacrifier qu'à mon bonheur et au bonheur des autres. Je refuse les conseils des gouvernants de l'état capitaliste, des professeurs de l'état capitaliste, des poètes, des philosophes de l'état capitaliste. Ne vous dérangez pas. Je sais où c'est. Mon père et ma mère m'ont fait des bras, des jambes et une tête. C'est pour m'en servir. Et je vais m'en servir cette fois.

On ne peut plus se promener sur le champ de bataille avec son fusil pareil à un bâton. Le dédain, l'acceptation du martyre, la non-résistance, rien de tout ça ne peut être maintenant efficace. Croyez-vous que l'état capitaliste va s'arracher le cœur de bon gré ? La guerre est le cœur de l'état capitaliste. La guerre irrigue de sang frais toutes les industries de l'état capitaliste. La guerre fait monter aux joues de l'état capitaliste les belles couleurs et le duvet de pêche. Vous croyez que, de son bon gré, l'état capitaliste va s'arracher le cœur parce que vous êtes touchant, bel imbécile, marchant dans la ligne de tirailleur avec votre fusil pareil à un bâton ?

Il n'y a qu'un seul remède : notre force. Il n'y a qu'un seul moyen de l'utiliser : la révolte.

Puisqu'on n'a pas entendu notre voix.

Puisqu'on ne nous a jamais répondu quand nous avons gémi.

Puisqu'on s'est détourné de nous quand nous avons montré les plaies de nos mains, de nos pieds et de nos fronts.

Puisque, sans pitié, on apporte de nouveau la couronne d'épines et que déjà, voilà préparés les clous et le marteau.

La terre fait paisiblement du pain. La brume de l'été est sortie des champs de blé et elle bouche tous les horizons. Dans ce lent mouvement qu'elle a pour s'élargir sur tout le pays et pour monter dans le ciel, elle découvre la palpitation de petites poussières brillantes : ce sont les balles légères des grains prématurément mûris et qui se sont envolés. Le lourd soir d'été apporte ses ombres.

Je te reconnais, Devedeux qui as été tué à côté de moi devant la batterie de l'hôpital en attaquant le fort de Vaux. Ne t'inquiète pas, je te vois. Ton front est là-bas sur cette colline posé sur le feuillage des yeuses, ta bouche est dans ce vallon. Ton œil qui ne bouge plus se remplit de poussière dans les sables du torrent. Ton corps crevé et tes mains entortillées dans tes entrailles est quelque part là-bas sous l'ombre, comme sous la capote que nous avons jetée sur toi parce que tu étais trop terrible à voir et que nous étions obligés de rester près de toi car la mitrailleuse égalisait le trou d'obus au ras des crêtes.

Je te reconnais, Marroi, qui as été tué à côté de moi devant la batterie de l'hôpital en attaquant le fort de Vaux. Je te vois comme si tu étais encore vivant, mais ta moustache blonde est maintenant ce champ de blé qu'on appelle le champ de Philippe.

Je te reconnais, Jolivet, qui as été tué à côté de moi devant la batterie de l'hôpital en attaquant le fort de Vaux. Je ne te vois pas car ton visage a été d'un seul coup raboté, et j'avais des copeaux de ta chair sur mes mains, mais j'entends, de ta bouche inhumaine, ce gémissement qui se gonfle et puis se tait.

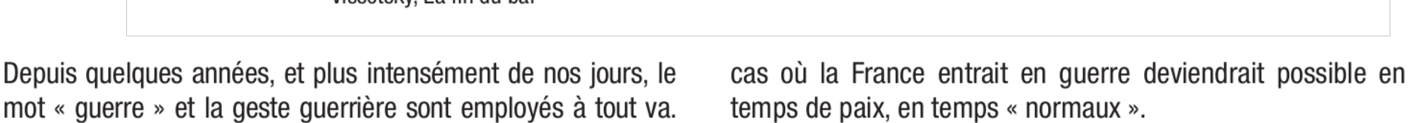
Je te reconnais, Veerkamp, qui as été tué à côté de moi devant la batterie de l'hôpital en attaquant le fort de Vaux. Tu es tombé d'un seul coup sur le ventre. J'étais couché derrière toi. La fumée te cachait. Je voyais ton dos comme une montagne.

Je vous reconnais tous, et je vous revois, et je vous entends. Vous êtes là dans la brume qui s'avance. Vous êtes dans ma terre. Vous avez pris possession du vaste monde. Vous m'entourez. Vous me parlez. Vous êtes le monde et vous êtes moi. Je ne peux pas oublier que vous avez été des hommes vivants et que vous êtes morts, qu'on vous a tués au grand moment où vous cherchiez votre bonheur, et qu'on vous a tués pour rien, qu'on vous a engagés par force et par mensonge dans des actions où votre intérêt n'était pas. Vous dont j'ai connu l'amitié, le rire et la joie, je ne peux pas oublier que les dirigeants de la guerre ne vous considéraient que comme du matériel. Vous dont j'ai vu le sang, vous dont j'ai vu la pourriture, vous qui êtes devenus de la terre, vous qui êtes devenus des billets de banque dans la poche des capitalistes, je ne peux pas oublier la période de votre transformation où l'on vous a hachés pour changer votre chair sereine en or et sang dont le régime avait besoin.

Et vous avez gagné. Car vos visages sont dans toutes les brumes, vos voix dans toutes les saisons, vos gémissements dans toutes les nuits, vos corps gonflent la terre comme le corps des monstres gonfle la mer. Je ne peux pas oublier. Je ne peux pas pardonner. Votre présence farouche nous défend la pitié. Même pour nos amis, s'ils oublient.



La Guerre Normale



Pourquoi c'est les oiseaux jamais les balles, qu'on arrête en plein vol ?
Vissotsky, La fin du bal

Depuis quelques années, et plus intensément de nos jours, le mot « guerre » et la geste guerrière sont employés à tout va. La banalisation politico-médiatique de cette grammaire n'est pas anodine, elle permet de faire gober la pilule de l'exception, d'asseoir le rôle protecteur de l'État et de déshabiller les individus de leur autonomie politique pour leur tricoter l'uniforme du citoyen. Ce texte se veut être une amorce de tour d'horizon du phénomène de normalisation ainsi qu'une invitation à y résister.

I. État des lieux

Depuis plus de 15 ans, les gouvernements successifs profitent de situations exceptionnelles pour faire progresser les moyens légaux de gestion et de contrôle de leurs administrés. L'empilement de ces « mesures d'exception » tend à s'accélérer au point où bientôt plus rien ne fera exception.
Des premières « menaces terroristes », on a reçu le plan Vigipirate complété en 2015 par l'opération Sentinelle, puis sont venues les lois de Sécurité Globale (plus de protection juridique et d'armes pour la police et l'armée) et contre le séparatisme (surveillance, censure et dissolution des assos et groupes qui ne respectent pas le « principe républicain »).
Malgré des vagues d'embauches dans la police ou l'armée aux lendemains d'attentats et même si Renaud a embrassé un flic, l'État estime encore que les valeurs se perdent. Alors, pour plus de « cohésion nationale », il a créé depuis 2019 le Service National Universel. Joli dispositif, encadré par l'Armée, offrant des colos aux jeunes. Mais attention, il y aura « aussi » des anim' professionnels. Comprendre que les bidasses auront aussi à gérer quelques encadrants civils pendant le formatage (à savoir : réveil à 6h30, lever de drapeau, marseillaise, parcours d'obstacles …). Ça n'a pas l'air d'avoir trop posé de problèmes aux profs de l'Éducation Nationale (apprentissage de la marseillaise obligatoire depuis la loi Fillon de 2005) donc ça passera crème, comme on dit chez les jeunes.
Effectivement, on les voit aujourd'hui, 14 juillet, parader au pas, les bras bien tendus le long du corps pendant la procession républicaine. Si Giono ne pouvait pas oublier, les parents, eux, n'ont pas l'air choqués de voir leur progéniture marcher au pas cadencé, après tout ce sont eux, à Noël, qui lui ont offert le dernier *Call of Duty* (traduction : l'Appel du Devoir, « jeu » de guerre).
Pour terminer le tableau, on apprend que la France (et la Suisse) prépare(nt) une loi pour réquisitionner biens, services et personnes « dans l'intérêt de la Nation »[1]. Si cette loi est adoptée, nous comprenons que ce qui n'était possible qu'au cas où la France entrait en guerre deviendrait possible en temps de paix, en temps « normaux ».

II. Retournement de la normale

- Tu ne sens pas le brûlé ?
- Ben ouais, c'est normal je t'ai expliqué.
Il y a eu une explosion.

Brigitte Fontaine & Areski –
C'est normal.

La normale, dont le retour pendant la crise covidienne a été tant attendu, a fini par se retourner toute seule. Nous, nous n'avons jamais vraiment compris ce qu'étaient « les jours heureux », mais pour que la normale revienne, il a suffi de la retourner comme on enfile une chaussette, hop ! Maintenant la normale englobe le contrôle sans la dictature, le service militaire sans service, et enfin la guerre sans la guerre !
Et si ensemble, enfin, tout devient normal, alors il n'y a pas de quoi s'offusquer.
C'est vrai que ça doit être passionnant d'étudier au niveau moléculaire ce nouvel alliage ultra-résistant pour blinder les tanks. Quelle prouesse ces nouveaux missiles guidés par Intelligence Artificielle ! Il faut bien une armée pour protéger la France et un peu de discipline, ça peut pas faire de mal à cette jeunesse qui ne respecte rien.

Or, qu'y a-t-il de plus normal à respecter que la vie elle-même ?

Le pilote étatsunien qui a survolé Hiroshima au matin du 6 août 1945 afin de donner le feu vert pour le largage de la bombe atomique se nommait Claude Eatherly. Après sa démobilisation, Eatherly se met à se comporter de manière « anormale ». Escroqueries, petits braquages, séjours en HP, … Un article le présentant comme souffrant d'un « complexe de culpabilité » attirera l'attention de Gunther Anders.
Le philosophe engagé contre la bombe atomique et le héros de la Victoire, coupable sans faute, entretiendront pendant de longs mois une passionnante correspondance[2]. Hanté par sa participation et sa soumission à ce qui n'était qu'un ordre, un vol tactique, Eatherly n'a cessé depuis de lutter contre la guerre et les bombardements malgré l'acharnement des institutions médicales et militaires pour l'invisibiliser. Pour eux, il souffrait d'un simple trouble psychiatrique. Anders le soutient et l'encourage dans sa lutte individuelle contre le travestissement de la normalité ainsi que dans sa lutte avec les habitants d'Hiroshima et autres organisations pacifistes.

---

1 - *Le ministère de la Défense réfléchit à réquisitionner du matériel du secteur civil pour refaire ses stocks d'armes,* Le Monde, 13 juin 2022.
Et aussi en Suisse : *Réquisition de matériel civil : l'armée anticipe une guerre en Suisse*, Watson.ch, le 21 juin 2022.
2 - Dont on retrouvera presque la totalité dans *Hiroshima est partout*, Gunther Anders, Seuil, 2008.

« *On ne peut s'attendre à de la joie et de l'indolence de la part d'un homme qui a subi une telle souffrance – ce n'est pas lui qui est anormal ; et il serait anormal de répondre à une telle expérience de façon totalement normale.* » Gunther Anders, à la sœur et au frère d'Eatherly, 1960.

Nous ne sommes certainement pas les seuls à nous demander quotidiennement comment il est possible pour un journaliste de donner l'information d'un bombardement meurtrier dans le Donbass immédiatement suivie de résultats sportifs. Là où on pourrait voir une recherche tout à fait salutaire de légèreté dans l'horreur, nous ne pouvons nous empêcher de penser à la psychologie de masse. Celle qui divertit pour faire diversion, qui transforme le ministère de la guerre en ministère de la défense. Lorsque tir de missile, bombardement ou invasion deviennent « frappe chirurgicale », « opération ciblée » ou « opération spéciale » on se demande quelle marge il reste avant que l'on intègre définitivement que la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force et la guerre c'est la paix. Après tout, le Salon Eurosatory aurait-il la même popularité s'il s'appelait Salon du viol, du pillage et du meurtre de masse ?

III. Tuer pour l'État ? Plutôt tuer l'État !

Nous sommes en guerre – Macron, 2020

La guerre n'est pas une catastrophe, c'est un moyen de gouvernement. […] L'état capitaliste a besoin de la guerre, c'est un de ses outils. On ne peut tuer la guerre sans tuer l'état capitaliste.
Giono, Je ne peux pas oublier, 1934.

Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire. [….] Que ces gens-là [anti-militaristes] ne s'imaginent pas qu'ils seront simplement enfermés en prison. Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes de feu : s'ils ne marchent pas, eh bien, ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés.
Adolphe Messimy, ministre de la Guerre, 29 juillet 1914.

Les années précédant la première guerre mondiale nous permettent, en exhibant des similitudes ; d'illustrer quelques mises en garde, de nous rappeler que dans l'esprit des gens tout ne fut pas si banal et aussi de tirer des perspectives.

Créé en 1887 initialement pour ficher les supposés espions étrangers, le « carnet B »[3], fichier secret, sera élargi en 1909 à la surveillance des antimilitaristes, susceptibles de perturber la mobilisation en cas de guerre. Il faut dire qu'en ces années le contexte européen est belliqueux (guerres des Balkans, occupation française au Maroc) mais aussi que la classe ouvrière est plutôt hostile à la guerre. Ici et là on édite et fait circuler parfois secrètement parfois très ouvertement, des manuels et des préconisations précises[4] en vue de saboter une éventuelle mobilisation. De nombreux journaux et de nombreux meetings, manifestations ou émeutes appuient des positions contre la guerre et la militarisation.

A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolutionnaire.
Résolution adoptée par la conférence nationale de la CGT en octobre 1911.

En 1912, pour raffermir le sentiment patriotique, le gouvernement décide de faire parader l'armée chaque semaine dans les rues des plus grandes villes. Ce seront des moments prisés par les nationalistes mais aussi par les antimilitaristes qui verront là de belles occasions de bagarres de rue avec les « vivelarmistes ».

En 1913, le gouvernement instaure, non sans heurts (des révoltes éclatent dans les casernes), la loi des trois ans : le service militaire est rallongé d'un an, ce qui a pour effet d'augmenter le nombre de soldats mobilisés.
Pendant toutes ces années et jusqu'à la veille de la guerre, de nombreux antimilitaristes feront des allers-retours en prison pour leurs prises de position[5], souvent dans les journaux, ou pour de simples cris séditieux. La répression, la menace de l'utilisation du carnet B, et les accusations d'être des « agents de l'ennemi » en forceront beaucoup à se taire. Dès le 1er août 1914, tous les articles antimilitaristes seront purement censurés et pendant toute la durée de la guerre 20 000 « français suspects » seront emprisonnés en camps d'internement. Les journaux de gauche qui n'auront pas été censurés, prendront partie pour la guerre[6].

Similitudes, disions-nous ? Nous voulions illustrer la longue militarisation matérielle et idéologique qui a opéré dans ces années-là. Pour ce qui est de la pensée antimilitariste de nos jours, force est de constater que nous sommes loin du bouillonnement révolutionnaire d'alors, du foisonnement de journaux et de manifestations contre la banalisation de l'armée. Bien au contraire.

Les stratégies de tension exercées sur les populations, cette sorte d'ingénierie sociale faite de crises, d'états d'urgence, de couvre-feux ou de confinements, provoquent des situations de sidération et de peur généralisée. Quand l'anxiété, le manque de perspective et l'effondrement des dynamiques collectives affectent à ce point les populations, la perspective d'une guerre, d'un ennemi à combattre ou d'une situation à

3 - *Le carnet B, les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914,* Jean-Jacques Becker, 1973.

4- Voir les exemples de la brochure *Contre les armements, contre la loi de trois ans, contre tout militarisme* diffusée en 1912 ouvertement à plus de 100 000 exemplaires, et la brochure *En cas de guerre,* manuel insurrectionnel distribué clandestinement à 2000 exemplaires, in *Trop jeunes pour mourir*, Davranche, Libertalia & L'insomniaque, 2016.

5 - Voir le cas des époux Mayoux, dans leur brochure *Notre affaire*, publiée p.26-34.

6 - Voir par exemple les différentes unes, à quelques jours d'intervalle, du journal l'*« Humanité »* et de celui de Gustave Hervé *« La Guerre Sociale »*. Journal qui s'intitulera même plus tard *« La Victoire »*. Le journal *« Le Libertaire »,* quant à lui, cessera sa parution pendant la guerre.

dépasser permettent de libérer les frustrations et de retrouver une « unité républicaine ». Même les milieux de gauche conscients des procédés étatistes de propagande et de coercition se laissent séduire par le bellicisme. Les plus modérés défendront la bannière du citoyennisme et de la démocratie tandis que les révolutionnaires et les anarchistes reprendront les antiennes anti-fascistes sur fond d'imaginaire de la guerre d'Espagne et de la colonne Durruti.

Même si le glissement citoyen a mis le vent en poupe chez les Insoumis d'aujourd'hui (dont le parti met la conscription au programme), nous devons de toute urgence retrouver solidarités, théories & pratiques des insoumis d'alors (ceux qui refusaient le service militaire) pour affirmer qu'aucun État, aucune frontière ne sont à défendre. Il y a plus de 100 ans, sans internet, les gens lisaient énormément les journaux, souvent dans la rue, à plusieurs, ils assistaient à des « meetings monstres » pour se rencontrer, s'informer, lutter. Là était un des principaux carburants de leur autonomie politique. Où est le nôtre ?

Plutôt maroufles qu'en pantoufles,
plutôt mutins que pantins !

Des antimilitaristes d'aujourd'hui



Adieu la vie, adieu l'amour… Ukraine, guerre et auto-organisation

Extraits d'un texte trouvé sur ddt21.noblogs.org

Pour évoquer l'incertitude du champ de bataille, Clausewitz parlait de « brouillard de guerre », le terme pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'avalanche médiatique que, depuis le 24 février 2022, nous subissons à propos de l'Ukraine. Les deux camps se livrent à une guerre des propagandes et d'images assez classique renforcée de manière inédite par les réseaux sociaux.

> *« Ce qu'elle en a bu, du beau sang, cette terre*
> *Sang d'ouvrier et sang de paysan*
> *Car les bandits, qui sont cause des guerres*
> *N'en meurent jamais, on ne tue que les innocents. »*[1]

De ce point de vue, les Ukrainiens ont l'avantage ; beaucoup d'images sont disponibles de leur côté (prises par des civils ou des journalistes), beaucoup moins côté russe (pas de smartphone pour les soldats, pas de civils, peu de journalistes). D'où par exemple, au début, une surabondance de véhicules russes détruits. C'est ce que voient les Occidentaux (nous), mais il ne s'agit que d'une partie de la réalité. D'autant que les algorithmes accentuent la banalité de nos biais cognitifs respectifs, nous poussant à favoriser les informations qui confirment nos opinions et nos présupposés : c'est le « problème de Diagoras », mais en période de guerre ce lot quotidien devient excessif, étouffant. Il n'est pas aisé de conserver la distance nécessaire et une tête assez froide pour comprendre ce qui se déroule et, éventuellement, agir en conséquence ; ça l'est d'autant moins lorsque l'on vit dans un pays belligérant ou cobelligérant.

1 Montéhus, La Butte rouge, 1923.

Le Bon, la Brute et le Truand

« Ne vous inquiétez pas, ceux-là sont sortants.» [2]

La Russie a envahi l'Ukraine, et non l'inverse. Cependant, si importante soit-elle, la différence entre « agresseur » et « agressé » n'est pas un critère suffisant pour comprendre la situation. Le démocrate et l'autoritaire, le gentil et le méchant, etc.

Le 28 juillet 1914, après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le puissant Empire austro-hongrois (50 millions d'habitants) déclare la guerre à la petite Serbie (dix fois moins peuplée). Dans les jours qui suivent, par le jeu des alliances, toutes les puissances européennes entrent en guerre, et l'un des arguments de la France et de l'Angleterre en est la défense du faible contre le fort. « Nul ne peut croire de bonne foi que nous sommes les agresseurs », déclare René Viviani, président du Conseil d'une République française très démocratique à laquelle l'Allemagne, forcément despotique et cruelle, vient de déclarer la guerre. Si, dans leur immense majorité, les socio-démocrates de tous les pays (et même quelques anarchistes dont Pierre Kropotkine) adhèrent à ce récit et aux respectives politiques d'Union sacrée, le Parti socialiste serbe refuse, lui, la défense nationale, et ne vote pas les crédits de guerre. En 1914, rares sont les révolutionnaires à ne pas succomber à la propagande de guerre[3].

Mais on n'explique plus les causes de la Première Guerre mondiale de la sorte. L'initiateur ou l'incident déclencheur d'un conflit n'est qu'un élément d'une situation d'ensemble bien plus complexe [4]. Chaque pays peut légitimement affirmer qu'il se défend, l'envahi contre l'envahisseur bien sûr, mais aussi l'envahisseur intervenant pour empêcher un tiers d'occuper, de dominer ou de manipuler l'envahi. L'URSS a agi ainsi en Hongrie en 1956, la Grande-Bretagne et la France en Égypte la même année, les États-Unis au Vietnam, l'URSS en Afghanistan, etc. Les faibles n'existent que par les forts qui les protègent contre d'autres forts, et chacun se défend pour empêcher son voisin de l'attaquer, ou de servir de base à cet effet.

Comme tant d'autres avant elle, la guerre qui se joue aujourd'hui sur le territoire ukrainien, et aux dépens de sa population, s'inscrit dans le cadre plus vaste de l'affrontement entre grands blocs ; et la caractérisation des régimes impliqués (démocratie ou pas) y est (comme d'habitude) anecdotique.

En Occident, de bons esprits déplorent que, au lieu de dissoudre l'Otan lorsque le pacte de Varsovie a éclaté après la dissolution de l'URSS en 1991, les États-Unis aient progressivement élargi cette alliance militaire jusqu'à inclure la plupart des ex-satellites de l'URSS. Comment réagiraient les États-Unis si le Mexique ou le Canada rejoignaient une alliance militaire dirigée contre eux [5] ? En 2022, l'invasion russe a l'avantage de justifier rétrospectivement l'élargissement otanien et de le poursuivre (Suède, Finlande).

Là n'est pas la question. Il allait de soi pour les États-Unis (et leurs alliés) de saisir l'occasion de la disparition de l'URSS pour promouvoir leurs intérêts et limiter la puissance russe. Tout comme l'URSS le faisait dans le passé chaque fois qu'elle le pouvait. L'Ukraine est un territoire beaucoup trop stratégique (en particulier l'est et le sud du pays) pour qu'un camp ou l'autre accepte de l'abandonner facilement (masse de population et donc de prolétaires, industries, irrigation, nombreuses ressources existantes ou potentielles y compris sous la mer Noire, accès et contrôle de cette mer, etc.).

« Arrêtez la guerre. Ne croyez pas la propagande. On vous ment ici »… Il fallait du courage à Marina Ovsiannikova, le 14 mars 2022, pour oser dénoncer publiquement la guerre menée par son propre pays. Il est douteux que le journal télévisé d'une grande chaîne française puisse un jour être interrompu à 20 heures par une mise en cause intempestive de la propagande guerrière occidentale. Y aurait-il davantage de pacifistes à Moscou qu'à Paris ?

Rudyard Kipling n'a peut-être jamais écrit que « la première victime d'une guerre, c'est la vérité », mais tout de même… Certes, on pouvait s'y attendre, mais il est étonnant de constater à quelle vitesse les médias expriment dans chaque pays un consensus correspondant à la politique des gouvernants [6]. L'acceptation plus ou moins générale de la gestion étatique de la crise du Covid-19 par les populations n'a pas empêché des actes de protestation, minoritaires et malgré tout répétés avec un certain écho. La guerre, elle, ne crée pas seulement une soumission, mais une adhésion – en tout cas, tant que le conflit ne s'éternise pas au point que ses objectifs apparaissent de moins en moins crédibles. Sachant qu'en 2022 on n'appelle plus des dizaines de millions d'hommes sous les drapeaux : on mobilise des centaines de millions de spectateurs devant leurs écrans.

À Paris ou à Marseille, tout le monde est contre la guerre… mais souhaite la victoire de l'Ukraine, demande qu'on lui livre davantage d'armes, voire qu'on y envoie des militaires français. Les rassemblements « pacifistes » aux couleurs jaune et bleu sont bien calmes et bien maigres si on les compare aux fougueuses manifestations contre la guerre de 2003, où, il est bon de le rappeler, personne ne souhaitait la victoire de

---

2 Un militaire ukrainien rassurant un journaliste français à propos de tirs d'artillerie, Le Figaro, 4 mars 2022.

3 Il y aura par exemple les bolcheviks et les mencheviks en Russie, Karl Liebknecht puis Otto Rühle en Allemagne. Sur ce sujet, voir la brochure *Les anarchistes contre la guerre. 1914-2022.*

4 En septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne, qui vient d'envahir la Pologne. Quelques mois plus tard, les deux pays planifient une importante opération militaire contre le principal allié du IIIe Reich, l'URSS, qui, de son côté, vient d'attaquer la Finlande. Il s'agit de l'opération Pike, vaste programme de bombardement des puits de pétrole de Bakou ; l'offensive allemande du 10 mai 1940 entraîne l'abandon du projet.

5 Il n'y a qu'à voir, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les efforts que déploient les États-Unis pour que les îles Salomon ne signent pas un accord de défense avec la Chine.

6 Sur cette question, à travers les exemples des guerres au Kosovo, en Irak, en Afghanistan ou en Libye, voir : Serge Halimi, Mathias Reymond, Dominique Vidal, Henri Maler, *L'opinion, ça se travaille… Les médias et les "guerres justes"*, Agone, 2006, 272 p.

l'Irak, personne ne proposait de livrer des armes à Bagdad pour qu'il puisse abattre les avions américains. Il est vrai que cette opération bien spéciale avait officiellement pour objectif de débaassiser et de démilitariser le pays, de lutter contre le terrorisme, de libérer un peuple et de lui apporter la démocratie. On s'y perd un peu.

Mais pourquoi donc ?

« – C'est une guerre antifasciste…
– C'est une guerre. Avec ses origines profondes, ses raisons historiques, ses explications. Le nationalisme, le traité de Versailles, les rivalités entre puissances expansionnistes. »[7]

En effet, pourquoi la Russie s'est-elle lancée dans cette opération dont les conséquences seront catastrophiques, y compris pour elle ? Quel en était son intérêt ?

Évacuons tout d'abord les explications psychologisantes ou pathologisantes aujourd'hui très à la mode dès lors qu'il s'agit de parler d'un adversaire ; la sénilité ou la confusion mentale d'un quelconque dirigeant politique n'est pas en cause ; évacuons aussi la personnalisation puisqu'on ne dirige jamais seul.

L'histoire nous montre que lancer une guerre, cette « folie », est en réalité, à un moment donné, l'option qui paraît la plus raisonnable pour un État ; mais la logique et les intérêts des classes dirigeantes sont très différents de ceux des honnêtes gens et des prolétaires.

Notons tout d'abord que, si la menace planait, le déclenchement de cette opération et surtout son ampleur ont surpris la quasi-totalité des observateurs et des spécialistes. L'invasion de l'Ukraine avait été envisagée et planifiée (les états-majors font toujours des plans pour les situations les plus diverses), et précédée de gigantesques manœuvres en Biélorussie. Mais il n'est pas certain que l'opération ait été véritablement choisie et encore moins la date de son lancement ; elle s'est peut-être imposée aux dirigeants russes du fait d'un engrenage complexe mais fatal ayant pour cadre la confrontation entre l'Otan et la Russie (surtout depuis 2014), et dans lequel on trouve des éléments tels que :

➟ la rivalité entre États-Unis et Russie à propos de l'approvisionnement énergétique de l'Europe ;
➟ l'accroissement ces dernières années du déploiement de troupes de l'Otan dans la région (pays baltes, Pologne et Roumanie) ;
➟ l'augmentation des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine en 2021 et donc la montée en puissance de l'armée ukrainienne, qui, dans le futur (mais à quelle échéance ?), pourrait être assez forte pour reconquérir les territoires sécessionnistes du Donbass ou, du moins, pour s'opposer efficacement à une nouvelle intervention russe ;
➟ l'évolution et l'échec des négociations sur le statut de l'Ukraine (neutralité ? démilitarisation ? adhésion à l'Otan ?) et du Donbass (autonomie ? indépendance ?) y compris dans les semaines précédant l'offensive ;
➟ les déclarations de Joe Biden, qui, alors que les États-Unis dénoncent l'imminence de l'invasion russe, annonce qu'il n'a « pas l'intention de déployer des forces américaines ou de l'Otan en Ukraine » (25 janvier 2022) – ce qui, en diplomatie, peut être interprété comme un « bon pour accord » [8] ;
➟ des pays européens qui apparaissent faibles, divisés, et trop dépendants de la Russie pour lui infliger de nouvelles sanctions économiques ;
➟ des éléments qui aujourd'hui nous échappent – certains experts évoquent un possible revirement de la Russie autour des 21-23 février ;
➟ une fenêtre d'opportunité qui semble se refermer : « C'est maintenant ou jamais ! ».

Envisagée comme une possibilité, brandie comme une menace dans le poker diplomatique, l'invasion de l'Ukraine a sans doute été décidée puis repoussée, peut-être à plusieurs reprises ; la décision finale n'a probablement été prise qu'au dernier moment, après avoir perdu plusieurs semaines, d'où des conditions météorologiques très défavorables, en période de raspoutitsa.

Déroulement des opérations

« Aucun plan ne résiste au premier contact avec l'ennemi.[9] »
[*nous supprimons ce paragraphe qui détaille la tactique militaire, par manque de place, nde...*]

L'auto-organisation de la population

« Il n'y a désormais plus de raisons pour nous battre, nous n'avons plus d'armée, ni toi ni moi, rien que des guenilles de couleurs différentes qui n'ont plus que le nom d'uniformes. De quoi a-t-on l'air maintenant dans ces oripeaux ? Il n'y a plus de frontières, ni de gouvernements, ni de nobles causes, donc pas de raisons de se battre… » [10]

On l'a vu, la Russie s'attendait à bon accueil dans les régions russophones de l'est et du sud du pays, mais c'est le contraire qui se produisit. On a beaucoup insisté dans les premiers jours, que ce soit dans les médias bourgeois ou sur les réseaux militants, sur la mobilisation de la population ukrainienne ; celle-ci nous semble relever de deux champs différents.

Tout d'abord la solidarité matérielle de base devant le désastre : aider et accueillir des réfugiés fuyant les zones de combat (ils sont en bas de chez vous et viennent de la ville d'à côté), secourir des blessés ou des personnes ensevelies sous les décombres d'une maison, etc. On s'organise comme on peut, en coordination avec les secours, la mairie, une ONG ou juste entre voisins. Ces gestes ont parfois été interprétés comme les signes annonciateurs d'une auto-organisation des

---

7 Louis Mercier Vega, *La Chevauchée anonyme*, éditions Noir, 1978, p. 78.
8 On sait aujourd'hui qu'en 1990, quelques semaines avant l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, la diplomatie américaine avait laissé entendre à son homologue irakien que les États-Unis n'interviendraient pas en cas d'opération militaire de ce genre.
9 Helmuth Karl Bernhard von Moltke, maréchal prussien (1800-1891).
10 Montgomery Pittman, « Deux », premier épisode de la troisième saison de *La Quatrième Dimension*, 1961.

prolétaires forcément émancipatrice si elle s'étendait et se renforçait. Cela nous semble particulièrement exagéré, ces gestes procédant de réflexes d'entraide minimale assez courants chez les êtres humains.

Et il y a une mobilisation que l'on pourrait dire martiale, ayant pour objectif de contrer l'offensive russe. Là encore, on s'organise comme on peut alors que les services de l'État sont complètement débordés : artistes créant un atelier de fabrication de cocktails Molotov, restaurateurs établissant une cantine pour fournir des rations aux soldats, entreprise se convertissant dans la fabrique d'obstacles antichars, femmes se réunissant pour coudre des filets de camouflage, retraités remplissant des sacs de sable, habitants construisant des barricades, etc.

Ce qui frappe beaucoup les gens peu habitués à la guerre (nous), ce sont ces civils qui font la queue pour endosser l'uniforme et rejoindre la défense territoriale (DT), cette branche de l'armée ukrainienne constituée de réservistes et de volontaires. Des dizaines de milliers de fusils d'assaut sont distribués à la population, des taulards sont libérés en échange de leur participation aux combats, etc. Très vite, ce sont les armes et le matériel qui font défaut, pas les volontaires ; au début, ceux qui s'engagent doivent en grande partie s'équiper eux-mêmes, à leurs frais, dans des magasins de surplus militaire (treillis, brêlage, casque, gilet pare-balles, etc.). Quant aux suivants, notamment ceux qui se sont inscrits sur des listes d'attente, sauf s'ils ont une expérience militaire le gouvernement leur demande surtout de continuer à travailler, autre forme essentielle de la résistance.

La valeur tactique d'unités composées de la sorte est, on le comprend, assez réduite, mais le rôle de la DT est avant tout de décharger les militaires les mieux formés des tâches les plus ingrates et chronophages : surveiller les arrières (entrepôts, ponts, etc.), patrouiller dans les villes, imposer le couvre-feu et lutter contre les pillages. La porte est ouverte à toutes les « dérives » : les checkpoints et les contrôles d'identité se multiplient (sous l'autorité de votre voisin, de votre épicier ou d'un collègue de travail), les citoyens vigilants surveillent et dénoncent, on traque les civils suspects (espions, saboteurs, prorusses ?), qui sont arrêtés et transférés on ne sait où pour interrogatoire, etc. Les tribunaux ne fonctionnant plus, c'est la DT qui applique parfois une justice expéditive, en particulier contre les voleurs et les pillards (ceux qui ne sont pas abattus sur place sont attachés à un poteau, en pleine rue, le pantalon baissé sur les chevilles, le froid glacial en prime).

Sans faire l'apologie d'un pacifisme béat nous semblent plus intéressantes les manifestations de civils qu'on a parfois observées et qui visaient à bloquer les voies de circulation, à stopper les colonnes de chars par une action non violente (choses vues en Iran en 1979, à Pékin en 1989, en Slovénie en 1990). Mais, là encore, ce qui s'exprime n'est pas un rejet viscéral de la guerre, un pacifisme un peu naïf, mais bien un profond nationalisme ; on n'y brandit pas de drapeaux de la paix, mais bien l'emblème ukrainien. C'est qu'avec cette crise on assiste sans doute « en direct » à l'achèvement de la construction de cette nation ukrainienne fruit d'un processus né avec l'indépendance : une population qui, quelle que soit sa langue, prend soudainement conscience de ses spécificités historiques, culturelles, voire religieuses (l'Église orthodoxe, dépendant encore de Moscou, s'en sépare aujourd'hui) et qui, par-delà les classes, est fière d'elle-même… même si, au regard de l'histoire, ces spécificités peuvent paraître bien artificielles, et même si on les crée de toutes pièces pour l'occasion (comme après l'éclatement de la Yougoslavie dans les années 1990). Il y en aura pour trouver cela émouvant. En tout cas, cela n'a pas l'air de déranger nombre d'humanistes et de sociaux-démocrates occidentaux habituellement plus rétifs au nationalisme ; on en trouve une superbe illustration avec le cinéaste Mathieu Kassovitz expliquant à une journaliste que les Ukrainiens, qu'il connaît bien, sont « ultra-nationalistes dans le bon sens, c'est-à-dire qu'ils sont fiers de leur pays et veulent le protéger absolument ». Il semble en aller de même pour certains militants d'extrême gauche français (pour qui, généralement, le fait de brandir un drapeau tricolore dans une manifestation est un signe de fascisme). Mais il existe déjà des anarcho-syndicalistes ukrainiens faisant la promotion d'un « nationalisme libérateur et créatif »[11] !

Un sentiment nationaliste qui, assez logiquement, va de pair avec un soutien de la population à son armée, un soutien vibrant et déjà ancien, allié à un rapport à la virilité quelque peu différent de celui qu'on connaît en Europe occidentale, qui explique assez « naturellement » cette volonté de prendre les armes pour défendre son pays, même si « l'entraînement, la maintenance et l'armement de l'Ukraine, ainsi que les exigences du FMI en matière de crédits accordés à l'État, sont en même temps les causes structurelles du démantèlement des hôpitaux, du sous-investissement dans l'éducation, des pensions de misère pour les retraités, de l'absence d'augmentation des salaires dans le secteur public »[12]. Car défendre son pays c'est en premier lieu, rappelons-le, défendre les intérêts de sa bourgeoisie contre ceux de la bourgeoisie d'en face.

L'exaltation liée à la terre, au sang et à la démocratie a pourtant quelques limites. Dès le début de l'invasion, si la conscription a été décrétée, rendant possible l'enrôlement de tous les hommes âgés de 18 à 60 ans, elle s'est accompagnée d'une interdiction de quitter le territoire… car tous les Ukrainiens n'avaient pas l'air de vouloir s'engager dans l'armée ou la DT. Il y a en effet des insoumis et des déserteurs ; certains tentent

11 Perrine Poupin, « L'irruption de la Russie en Ukraine. Entretien avec un volontaire de la défense territoriale de Kiev », Mouvements, 29 mars 2022.

12 « Lettres d'Ukraine », première partie sur le site Tous dehors.

de se cacher, d'obtenir de faux papiers, de fuir à l'étranger ; ce n'est donc pas pour rien qu'il y a des contrôles à la frontière pour la sortie des réfugiés. D'autres, prudemment, s'engagent dans leur DT locale, à l'arrière, pour éviter d'être incorporés de force dans une unité qui partirait au combat. Malheureusement pour eux, les livraisons de l'Otan (par exemple des dizaines de milliers de casques et de gilets pare-balles) permettent l'équipement d'un nombre croissant de nouvelles recrues (et de membres de la DT) et leur envoi sur le redouté front de l'Est… de là, mécaniquement, un nombre croissant de réfractaires et peut-être même les premières manifestations contre la conscription obligatoire (à Khoust, dans l'ouest du pays).

Mais, si l'Ukraine a connu quelques semaines de flottement, le gouvernement a rapidement repris les choses en main, notamment, il faut le reconnaître, grâce au soutien de ses citoyens. Ces derniers ne se sont pas auto-organisés contre l'État, ou bien du fait de son absence, mais bien afin d'éviter qu'il ne s'effondre sous les coups de boutoir russes. C'est une réaction assez « normale » dans un pays qui connaît un fort sentiment d'unité nationale, qui est formaté à cet effet par une propagande ad hoc. Cela se confirme, une fois de plus, l'auto-organisation n'est pas en soi révolutionnaire.

Que faire… sous les bombes ?

« La victoire en chantant nous ouvre la barrière ;
La Liberté guide nos pas. [13]

Nous ne sommes pas dans la situation des Ukrainiens ni dans celle d'anarchistes ou de communistes vivant en Ukraine ; difficile de savoir ce qu'il faudrait faire là-bas, de porter une appréciation à chaud sur leur action, car (quelles que soient nos idées) nous ne savons pas comment nous réagirions à leur place ; le recul historique permet souvent ce type de jugement, car il est facile d'être dans le vrai lorsque l'on connaît la suite et la fin des événements[14]. Pour autant, nos camarades ukrainiens devraient-ils, du seul fait de leur situation de « premiers concernés », être exemptés de toute critique ? Au minimum, si leur activité les regarde, le discours qu'ils y portent, qu'ils nous adressent et qui est relayé en France mérite une tout autre attention.

Les réactions des militants « radicaux » ukrainiens apparaissent très diverses, parfois contradictoires. Quelques camarades antimilitaristes et pacifistes conservent des positions défaitistes révolutionnaires, mais la propagande en ce sens a l'air aussi risquée en Ukraine qu'en Russie. D'autres s'engagent dans l'aide aux réfugiés ou aux blessés[15].

Néanmoins, ce qui a beaucoup surpris en France, c'est d'apprendre, via quelques textes et témoignages, que des anarchistes ukrainiens s'étaient engagés dans l'armée ou dans la DT. Quelques groupes semblent ainsi avoir profité des distributions d'armes pour constituer des unités de combat ; une brochure évoque la création de « deux escouades » ; une vingtaine de militants en treillis et kalachnikovs posent pour la photo autour d'un drapeau noir au A cerclé, la légende du cliché énonçant prudemment que ces groupes « auraient un certain degré d'autonomie » au sein de la DT – ce qui, on l'aura compris, signifie un degré certain de subordination[16].

En effet, même après une courte période de chaos, il est évident que l'armée a cherché à contrôler les groupes de civils armés, surtout s'ils se proclamaient ouvertement d'une idéologie politique a priori peu compatible avec l'autorité étatique. Il reste que les unités militaires anarchistes ou antifa ne regroupent probablement pas plus de quelques dizaines de combattants locaux (peut-être rejoints par quelques dizaines d'Occidentaux), dans une zone où s'affrontent, en deux armées gigantesques, plusieurs centaines de milliers d'hommes[17]… Pour rappel, le fameux régiment Azov – l'une des branches militaires des multiples organisations de l'extrême droite ukrainienne – est une unité permanente de la DT comprenant plusieurs milliers de combattants et disposant de blindés et de chars.

Les premières scènes d'embuscade victorieuse contre un convoi russe ont fait croire à certains que, si l'État ukrainien s'effondrait, l'armée russe allait devoir affronter une vaste guérilla populaire composée de groupes autonomes agissant chacun dans leur coin ; des groupes certes majoritairement animés par un sentiment patriotique, mais au milieu desquels des groupes anarchistes pourraient peut-être tirer leur épingle du jeu et jouer un rôle influent… C'est oublier que, pour être efficace, une résistance de ce type doit être particulièrement structurée, disciplinée, financée et recevoir le soutien d'autres États.

Mais, après quelques jours marqués par de spectaculaires actions de techno-guérilla conduites par de petites unités de militaires professionnels (formées à ce type d'action par les Américains), les combats ont très vite pris une physionomie plus classique, celle du choc entre vastes unités lourdement équipées, au sein desquels la coordination, le mouvement, les fortifications, les duels d'artillerie et les flux de munitions et de carburant deviennent centraux. Que sont devenues les « escouades » anarchistes dans ce maelström ? Il est peu probable que leur « autonomie » s'y soit trouvée accrue.

13 Marie-Joseph Chénier, Chant du départ, 1794.

14 Mais qu'aurions-nous réellement fait en France en août 1914 ou en juin 1940 ? Sur ces questions, on recommandera la lecture du livre de Louis Mercier Vega *La Chevauchée anonyme* : une attitude internationaliste devant la guerre (1939-1942) ou celui de Pierre Lanneret, *Les Internationalistes du "troisième camp" pendant la Seconde Guerre mondiale* (Acratie, 1995), disponible en PDF sur : archivesautonomies.org

15 Voir notamment le blog Une autre guerre : uneautreguerre.wordpress.com

16 *Entre deux feux*. Recueil provisoire de textes d'anarchistes d'Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie à propos de la guerre en cours, 13 mars 2022, 64 p.

17 Nous utilisons le mot hommes comme synonyme suranné de soldats, car les forces en présence semblent assez peu sensibles aux récentes évolutions occidentales concernant le genre. Ici, bien que nous soyons en Europe, le schéma est beaucoup plus classique : ceux qui se battent sont des hommes (sauf peut-être quelques très rares exceptions dans la DT) et ceux qui fuient les combats sont des femmes, des enfants et des vieillards.



Pourquoi donc s'engager ? Dans plusieurs textes, des anarchistes et radicaux ukrainiens témoignent vouloir « peser » sur les événements, être prêts « au cas où » et ne pas demeurer coupés du reste de la société[18] ; c'est à la défense de cette « société » qu'ils expliquent participer, mais bien sûr pas à celle de l'État, et d'ailleurs, si d'aucuns énoncent avoir suspendu leur combat antiétatique, c'est dans l'optique de le reprendre plus ardemment une fois la paix revenue. D'abord gagner la guerre, ensuite œuvrer pour la révolution… le refrain est connu. Si, de toute évidence, ils ne tirent aucun enseignement de la guerre civile russe ou de la guerre d'Espagne, certains évoquent pour se justifier le souvenir de ces guerres qui ont précédé les révolutions russes de 1905 et 1917 – on peut aussi penser à 1871 – ou encore le rôle supposé du conflit afghan dans l'effondrement de l'URSS. Pourtant, si le déroulement des guerres, et surtout leurs conséquences, peut déclencher une révolution, il est nécessaire que la situation soit déjà bien mûre ; cela qui n'a rien de mécanique. Et, surtout, on ne voit pas bien en quoi le fait de participer activement à un tel conflit, par un engagement dans l'une des armées en question, y changerait quoi que ce soit[19].

« Historiquement, l'écrasante majorité des prolétaires, à l'occasion de chaque conflit guerrier, se sont alignés sur leur capital national et le front impérialiste dont ils faisaient partie (à l'époque de l'impérialisme, tout capital national est potentiellement impérialiste, de même que toute guerre est par définition impérialiste). Ce n'est que lorsque le conflit s'est prolongé – au-delà des attentes des mêmes gouvernements qui l'avaient promu – au point de faire sentir lourdement ses effets sur les conditions de vie et de travail, qu'ils s'y sont opposés plus ou moins vigoureusement[20]. »

Il faut tout de même rappeler que si l'histoire de l'humanité est lardée de guerres, dans quasiment tous les cas, leurs conséquences sur les prolétaires sont catastrophiques.

Sous les coups d'un ras-le-bol populaire ou d'une révolte prolétarienne, la Russie pourrait-elle, à la suite de son armée, s'effondrer ? Le faible moral des troupes d'invasion a, au départ, laissé croire à certains qu'un vent de mutineries soufflait sur l'armée russe en campagne, ce ne fut pas le cas. Le retrait des forces autour de Kiev s'est d'ailleurs déroulé en bon ordre, et l'offensive lancée en avril dans le Donbass montre que les errements et les erreurs des premières semaines ont été corrigés.

Certes des manifestations pacifistes ont eu lieu dans plusieurs villes de Russie, mais une large partie de l'opinion publique (y compris certains partis de l'opposition) y soutient l'invasion en cours. On sait qu'une guerre extérieure est généralement un bon moyen de ressouder les citoyens autour d'un gouvernement, de leur faire oublier les maux quotidiens sous une pluie de propagande (voir par exemple la guerre contre la Libye en 2011). Dans ce contexte, si les sanctions économiques paupérisent les populations, elles ont bien souvent pour effet de raffermir le sentiment national, donc le régime en place (Cuba, Irak, etc.).

Néanmoins, si du fait d'une prolongation de la guerre le gouvernement russe se trouvait fragilisé et qu'une révolte populaire se profilait, et si la répression était inefficace, la classe dirigeante chercherait à détourner la contestation vers une alternative politique : soit extrême (du côté des faucons du Kremlin qui trouvent que l'invasion de l'Ukraine manque de fermeté), soit plus démocratique (sans pour autant opter pour le poulain des Occidentaux).

La probabilité d'une révolte semble encore plus faible en Ukraine. Nous avons dit ce que nous pensions de l'auto-organisation des citoyens sur la base d'un sentiment national ; l'État s'en est trouvé renforcé, tout comme le gouvernement est pour l'instant légitimé par sa gestion de la crise. Un grand élan populaire voyant se fortifier le sentiment national est, par nature, interclassiste et contre-révolutionnaire.

Difficile de prévoir si pour autant le processus de démocratisation s'en trouvera renforcé. Jusqu'à présent, on assiste surtout à une (vraie) militarisation de la société, à la censure des médias, à l'interdiction des forces d'opposition de gauche,

18 « Si nous restons à l'écart des conflits entre États, nous restons à l'écart de la politique réelle. Il s'agit aujourd'hui de l'un des conflits sociaux les plus importants qui se déroulent dans notre région. Si nous nous isolons de ce conflit, nous nous isolons du processus social actuel. Nous devons donc participer d'une manière ou d'une autre. » Cf. « Entretien : "Les anarchistes et la guerre en Ukraine" ».

« […] toute force qui s'investit dans le développement politique à venir doit être présente ici et maintenant, aux côtés des gens. Nous voulons faire des avancées pour être en relation avec les gens à une plus grande échelle, pour nous organiser avec eux. Notre but à long terme, notre rêve, est de devenir une force politique visible dans cette société afin d'obtenir une réelle opportunité de promouvoir un message de libération sociale pour tous et toutes. » Cf. « Entretien : Comité de Résistance, Kyiv », mars 2022.

19 En 1870 et 1914, combien de prolétaires endossant l'uniforme d'une armée impériale fort peu démocratique imaginaient participer ensuite (pour certains) à la Commune de Paris ou aux révolutions allemande et russe ?

20 Un camarade italien d'Il lato Cattivo, « Ukraine "Du moins, si l'on veut être matérialiste" »

à une chasse aux réfractaires, etc. ; ce sont avant tout les forces nationalistes et réactionnaires qui ont le vent en poupe, ce qui n'est pas une nouveauté en Ukraine. Si Anatole France était vivant, sans doute résumerait-il la chose ainsi : « on croit mourir pour la démocratie, on meurt pour des industriels ».
On pourrait se demander pourquoi consacrer autant de lignes à cette question alors que, en définitive, le rôle des anarchistes et des radicaux ukrainiens dans ce conflit est aussi faible. L'intérêt d'un sujet ne se mesure tout d'abord pas au nombre de personnes impliquées. Ensuite, beaucoup de médias, y compris bourgeois, et bien évidemment les réseaux sociaux, évoquent cet engagement ; les militants sur place communiquent abondamment, et leur prose rencontre un certain écho en France ; il ne serait donc pas étonnant que, dans un futur proche, la figure du combattant anarchiste en Ukraine devienne, après celle du soldat kurde du Rojava, la référence en matière de radicalité politique. Cela serait à notre avis – on l'aura compris – fort regrettable.

Que faire… en France ?

« Avant tout, ne pas se laisser emporter par l'aspect immédiat des événements, par les propagandes, par la facilité des simplifications.Il est des périodes où l'on a aucune prise sur la marche des choses. Mieux vaut le savoir et ne pas masquer son impuissance par de la gesticulation ou, pire, s'embarquer sur un bateau qui n'est pas le nôtre.[21]»
Le problème c'est que, concrètement, on ne peut pas faire grand-chose. Le plus classique, et le plus en accord avec les vieux principes du défaitisme révolutionnaire, si du moins l'on pense que les prolétaires n'ont pas de patrie, serait de lutter, ici, contre notre propre bourgeoisie. Ce serait logique, puisque la France est quasi cobelligérante. Si cette position internationaliste révolutionnaire est maintenue par divers groupes ou regroupements anarchistes, d'ultragauche, communistes de gauche ou même trotskistes, il n'est pas certain qu'elle soit majoritaire parmi les militants activistes et mouvementistes. On sait ce qu'il en est de l'état actuel de la lutte des classes dans l'Hexagone ; d'où, encore une fois, bien souvent, un désespérant sentiment d'impuissance. Il semble en effet que plus les temps sont moroses, plus l'injonction à agir est forte : il s'agirait d'être efficace, d'« avoir un impact » sur le réel alors que le mouvement révolutionnaire n'en a peut-être jamais eu aussi peu… De là cet attrait pour les terrains de lutte lointains et cette nécessité de choisir un camp quitte à accepter des compromis et, sauf mauvaise conscience, l'obligation morale d'aider ceux qui, justement, font quelque chose, quoi que ce soit. Un commentaire acide, trouvé sur Twitter, à propos de l'appel de camarades à participer à la dernière élection présidentielle (en votant pour un candidat de gauche) pourrait tout aussi bien s'appliquer à une partie des positionnements sur la guerre en Ukraine : « ces gens pensent vraiment que leur appel […] est une rupture avec leur militantisme habituel alors qu'il en est qu'un aboutissement ». Acide…
Que faire donc ? Difficile, comme certains libertaires l'avaient fait en faveur du Rojava, de manifester pour demander à l'Otan des livraisons d'armes… elles affluent déjà par milliers de tonnes, accompagnées de milliards de dollars. Difficile, comme le font pourtant quelques humanistes, de demander l'envoi de soldats français sur place, voire l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, actes qui équivaudraient à une déclaration de guerre à la Russie.
Cette vision du camp du Bien agressé par celui du Mal (bien moins subtile que dans les ouvrages de J. R. R. Tolkien) a pour corollaire de remettre au premier plan la nécessité de disposer de bonnes armées, celles qui se déploient afin de défendre la démocratie et « nos valeurs », donc l'utilité de l'Otan[22], donc l'importance de budgets de la défense conséquents et d'un complexe militaro-industriel performant et novateur en avance sur ses homologues chinois et russes. Il faut savoir ce que l'on veut.
L'Union sacrée autour de la figure de la démocratie et plus généralement du camp du Bien remplace évidemment celle qui pouvait jadis se constituer autour de la patrie ; il vaut mieux présenter les patriotes – qui à la rigueur peuvent être différenciés des nationalistes – comme des combattants de la liberté, des freedom fighters. Une logique qui vient s'immiscer jusque dans les milieux militants les plus radicaux [23] – à noter qu'il existe aussi un courant plus confidentiel qui, par un antiaméricanisme assez primaire, défend les positions de Moscou.
Soutenir (financièrement) les anarchistes et antifas qui se battent dans les rangs de l'armée ukrainienne ? Si certains font ce choix en organisant des soirées ou des concerts, ils tendent généralement à minimiser le caractère militaire de la question et, sans doute un peu gênés, se lancent dans des contorsions lexicales incertaines : tel journal militant qui, en 2016, avait dénoncé la création en France d'une garde nationale de réservistes vante aujourd'hui les mérites de celle qui existe en Ukraine ; on parle d'ailleurs plutôt de « résistance », de « volontaires en armes » ou d'une « structure milicienne » évoquant l'Espagne de 1936 (bien qu'ici ce soit deux camps nationalistes qui s'opposent), on relativise le poids de l'extrême droite, pourtant très présente dans l'armée de Kiev, etc.[24]

---

21 Louis Mercier Vega, op. cit.
22 Puisqu'il s'agit de valeur et de démocratie, il est toujours bon de rappeler que l'Otan veille à sa réputation LGBTQI+friendly. « L'Otan est attachée à la diversité. Toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion, la nationalité, le handicap ou l'âge y est strictement interdite. Elle a également fait œuvre de pionnière en étant la toute première organisation au monde à reconnaître le mariage entre personnes du même sexe, offrant à ces couples les mêmes avantages qu'aux conjoints hétérosexuels, à une époque où le mariage homosexuel n'était reconnu que dans un seul pays, les Pays-Bas. » www.nato.int
23 Après la guerre contre la Serbie, Claude Guillon publie *Dommages de guerre.* Paris-Pristina-Belgrade, 1999 (L'Insomniaque, 2000, 128 p.), livre incisif qui revient sur les hésitations et les compromissions otaniennes d'une partie des « radicaux » français.
24 On relativise, alors qu'en France Marine Le Pen et Éric Zemmour sont qualifiés de nazis ; alors que, à côté des membres du régiment Azov, les militants du RN auraient l'air de timides sociaux-démocrates ; alors que, Ukraine mise à part, il existe assez peu de pays dans le monde où des organisations d'extrême droite disposent de leurs propres unités militaires intégrées à l'armée nationale.



On traduit et diffuse des textes qui évoquent la situation, avec un léger malaise et beaucoup d'indulgence, voire avec un brin de cette condescendance qui s'exprimait pour les Kurdes de Syrie, sauf qu'en Ukraine il n'y a même pas l'ombre de l'illusion d'un changement social.

Ce qui, encore une fois, déforme le point de vue et l'analyse, c'est évidemment le fait que des hommes font le choix de prendre les armes, de risquer leur vie, pendant que nous discutons d'eux enfoncés dans un canapé mauve. Et le prestige de l'uniforme, du combattant, du gars qui a manié un fusil d'assaut – que l'on critique aisément lorsque cela concerne l'extrême droite – peut aussi exister chez les partisans de l'émancipation sociale (de l'Espagne au Rojava en passant par le Nicaragua).

Soutenir les déserteurs ? Voilà du moins une activité révolutionnaire classique en temps de guerre (organiser des réseaux pour passer les frontières, obtenir des faux papiers, héberger des fugitifs), davantage applicable dans les pays limitrophes. En France, on peut certes croiser des banderoles ou des initiatives de soutien aux « déserteurs, réfractaires et insoumis russes », mais pas, semble-t-il, en faveur de leurs homologues ukrainiens, dont le nombre augmente pourtant. La situation peut évoluer, mais pour l'instant elle nous rappelle que, lors de la guerre en Syrie, les Kurdes refusant le service militaire obligatoire au sein des YPG ont été opportunément oubliés alors qu'ils étaient nombreux à se réfugier dans les grandes villes européennes[25].

Nous le répétons, il s'agit ici pour nous de critiquer non pas la manière dont des personnes réagissent au bombardement de leur ville ou de leur pays, mais, éventuellement, les discours qu'ils peuvent nous destiner et, surtout, ceux que l'on porte sur eux.

La propension est désormais bien établie en milieu militant à voir du « potentiel » révolutionnaire partout, surtout si la région est lointaine et exotique… un point de vue qui est ici particulièrement tiré par les cheveux.

Mais, au-delà de ce réflexe, les spectres qui hantent la question ukrainienne, d'une manière fort ensorcelante et peut-être plus ouvertement que sur d'autres « théâtres d'opération », ne sont rien moins que le militarisme, le nationalisme et le concept d'Union sacrée, variantes morbides de l'interclassisme.

Des idéologies par lesquelles même les militants les plus chevronnés, les plus charpentés par la théorie, peuvent être emportés si les circonstances s'y prêtent, l'histoire l'a tristement démontré.

Or il se trouve que nous ne subissons pas de bombardements, que des combats n'ont pas lieu dans nos rues et que nous ne risquons pas chaque minute d'être tués. Nous n'avons donc pas d'excuse, pas d'excuse pour perdre la tête. Nous pouvons profiter d'un cadre relativement confortable afin de réfléchir posément aux événements en cours. Nous aurions tort de ne pas en abuser, car ce cadre disparaîtra peut-être plus vite qu'on ne le croit.

25 Les déserteurs de l'armée française sont quant à eux environ 2 000 chaque année, à préférer la fuite et l'illégalité à la poursuite de leur engagement ; certains se retrouvent devant les tribunaux. Mais ça n'intéresse personne. Cela pourrait changer dans le futur.



Le retour de la guerre[26]

« He said Son, don't you understand now ? »[27]

L'implicite de la formule est qu'il s'agit du retour de la guerre en Europe. Mais en était-elle jamais partie ? La différence, c'est qu'en 2022 elle frappe davantage le centre de l'Europe que sa périphérie, comme ce fut le cas dans les années 1990 en ex-Yougoslavie, jusqu'à l'offensive de l'Otan contre la Serbie en 1999. Qui peut aujourd'hui douter que ces guerres aient, en définitive, été fort profitables tant pour l'Union européenne (UE) que pour l'Otan, ne serait-ce que par l'intégration de nouveaux membres [28] Sarajevo a beau être plus proche de Paris que Kiev, la Serbie n'a jamais contesté la suprématie des États-Unis et de l'UE sur l'Europe : or c'est ce que fait aujourd'hui la Russie. Contrairement au sort de la Bosnie autrefois, l'enjeu ukrainien est crucial, parce qu'il touche au cœur d'une Europe où se trouve un des principaux foyers industriels, financiers et commerciaux du monde. Il est crucial car il voit s'affronter certaines des principales puissances de la planète, y compris des puissances nucléaires, qu'il mobilise des forces mécaniques et humaines considérables – s'il y a un retour, c'est celui de la guerre de haute intensité – et qu'il a d'ores et déjà des répercussions économiques gigantesques.

À l'heure actuelle, le déroulement le plus probable, et qui serait le plus « raisonnable », c'est que la Russie achève à brève échéance la conquête des oblasts du Donbass, que les combats s'arrêtent, que des négociations s'enclenchent et aboutissent à un accord de paix et au rattachement de ces régions à la fédération de Russie ; un ajustement territorial qui aurait pu être obtenu via des négociations en 2021, sans guerre, et qui aujourd'hui profiterait tant aux Russes qu'aux Ukrainiens. Personne n'aurait en effet intérêt à ce que la guerre se prolonge avec, pour la Russie, une sorte d'enlisement à l'afghane. Personne, si ce ne sont les États-Unis, mais, justement, ce sont eux qui vont décider de la suite des événements. Vont-ils choisir de concéder à la Russie une piètre victoire, de veiller à la poursuite du conflit pendant quelques mois de plus, ou bien de se battre jusqu'au dernier soldat ukrainien ?

En attendant, les fournitures militaires de l'Otan à l'Ukraine, déjà fortes avant l'invasion, s'accumulent en milliers de tonnes d'acier et en milliards de dollars. Mais pas seulement.

Un processus déjà sensible depuis plusieurs années s'accélère soudainement. Bien que la Russie vienne d'afficher ses faiblesses, on va assister à une augmentation des budgets militaires dans les pays de l'UE et de l'Otan, qui déjà se bousculent pour passer commande auprès de l'industrie militaire des États-Unis (chars, avions de combat, etc.). Ces derniers sont, pour l'instant, les grands vainqueurs de la guerre. Pendant que se creuse la tombe des industries militaires du Vieux Continent, l'idée d'une Défense européenne est quant à elle enfin enterrée au profit d'une Otan revigorée. Nombre de pays

26 Sur ces questions, on se reportera à notre livre, *Manu militari ? Radiographie critique de l'armée*, Le Monde à l'envers, 2020 (nouvelle édition), 120 p.

27 Bruce Springsteen, Born in the USA, 1984.

28 Outre le jackpot que représente la guerre pour le complexe militaro-industriel des États-Unis et pour leur industrie gazière, et bien qu'elle provoque vraisemblablement un désastre économique pour l'UE, elle est une aubaine pour quelques secteurs d'activité, notamment du fait de l'arrivée de réfugiés ukrainiens ; c'est en particulier le cas du secteur de la prostitution (en Allemagne) ou du secteur industriel et manufacturier en Pologne (pays qui manque de main-d'œuvre puisque ses prolétaires partent travailler dans des pays d'Europe de l'Ouest).

optent désormais ouvertement pour leur très consciente vassalisation à Washington. Une soumission volontaire (et fort coûteuse) qui ne pourrait être interrompue que si, par exemple, émergeait une nouvelle puissance militaire en Europe, mais c'est peu probable puisque l'une des fonctions de l'Otan est précisément de l'empêcher[29]. Toutefois, parmi les surprenantes conséquences de la guerre en Ukraine, il faut noter la remilitarisation de l'Allemagne, qui annonce déjà une rallonge de 100 milliards d'euros pour l'année 2022 (pour un budget de la défense d'environ 50 milliards, celui de la France étant de 40 milliards) ; un investissement qui, pour l'instant, ne se traduit que par des commandes de matériel américain. Affaire à suivre…

Il serait certes tentant pour certains gouvernements occidentaux d'embourber et de ruiner la Russie en Ukraine, mais il ne faudrait pas que, par accident, les puissances impliquées à la marge ne se trouvent plongées dans une escalade militaire, que le conflit ne dégénère, ne s'étende et que, en définitive, il n'oblige à une implication directe de l'Otan, donc des États-Unis ; comme en cas d'incident autour de Kaliningrad et de la trouée de Suwalki (par exemple une tentative de blocus) ou d'invasion des États baltes par une Russie aux abois. Cela ne signifierait pas forcément une guerre nucléaire, mais peut-être, à leur tour, un enlisement des Américains en Europe, fort peu indiqué puisque la Troisième Guerre mondiale doit se dérouler dans le Pacifique[30]. La question est donc : jusqu'où ne pas aller trop loin ?

Si l'on exclut les morts sur le terrain (ce que la classe capitaliste n'a jamais de mal à faire), le principal dommage collatéral de cette histoire est, évidemment, d'entériner le fait que la Russie a rompu avec l'Europe pour se tourner vers l'Asie et, en particulier, vers la Chine. Dommage ? L'idée chimérique d'un rapprochement puis d'une alliance entre l'UE et la Russie (qui aurait pu favoriser sa démocratisation) disparaît au passage. Les blocs se constituent, se formalisent. Le risque serait que la guerre en Ukraine, malgré son lot d'horreurs, ne soit qu'une escarmouche annonçant des conflits d'une autre ampleur, à court ou moyen terme.

En attendant, ceux qui payent la casse sont toujours les mêmes, les prolétaires : accentuation de la crise, compétition internationale et exploitation accrues, inflation, augmentation des budgets militaires qui ne peut signifier que des hausses d'impôts et des baisses de services (santé, éducation), etc. Des révoltes locales auront lieu, en particulier dans l'Hexagone, mais rien qui pour l'instant ne puisse ébranler l'ordre capitaliste ou éteindre les tensions interétatiques.

Gageons toutefois que si, dans les prochains mois ou les prochaines années, la France et son armée devaient être impliquées beaucoup plus directement dans une guerre de haute intensité (du genre de celle que subit l'Ukraine), le gouvernement et les médias nous expliqueront que c'est afin de défendre la justice, le droit et la démocratie, comme en 1914 ! Alors, pour être cohérents, que ferons-nous ?



29 Selon le mot de son premier secrétaire général, Lord Ismay, le rôle de l'Otan consiste à « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle ». Cf. Wikipédia.

30 Les gigantesques livraisons d'armes à l'Ukraine que planifient les États-Unis ralentissent d'ores et déjà celles destinées à Taïwan. Cf. Laurent Lagneau, « Taïwan s'inquiète de possibles retards pour ses commandes d'équipements militaires américains », Zone militaire, 3 mai 2022.
L'Ukraine a déjà reçu environ 7 000 missiles antichars Javelin, ce qui représente environ un tiers du stock américain, avec un délai de remplacement estimé à trois ou quatre ans. Cf. Matías Maiello, « Quelques éléments d'analyse militaire sur la guerre en Ukraine », Révolution permanente, 28 avril 2022.



Notre affaire

I. Août 1914.

Des amis nous ayant demandé d'écrire une petite brochure pour exposer notre cas, nous avons accepté avec empressement. Nous avons pensé que dénoncer, une fois de plus, la politique réactionnaire et brutalement jusqu'au-boutiste du gouvernement, c'était défendre utilement la liberté d'opinion et travailler encore à la seule œuvre urgente à réaliser : la paix.
Au mois d'août 1914 nous avons été, comme tout le monde, abasourdis par la catastrophe. L'horizon diplomatique s'était, tant de fois, alternativement obscurci et éclairci que nous nous disions : ça s'arrangera. Nous le voulions tant que «ça s'arrange» ;
«Ils» n'oseront pas, pensions-nous.
- «Ils» ont osé !
Hélas ! Les forces mauvaises, toutes puissantes, ont eu libre carrière.
Que dire ? Que faire ?
Le fléau était déchaîné. Au moins restait-il un espoir : ce sera terrible, atroce, fantastique, formidable, fou, mais ce sera court. Cette pensée possédait chacun, à tel point que personne ne la discutait ; moralement et matériellement le contraire semblait impossible. D'ailleurs les événements allaient, sans doute, se précipiter. N'était-il pas entendu que la Révolution devait sortir fatalement et rapidement de la guerre ? Un camarade, un ami, nous écrivait : je pars, je vais observer, voir, veiller au grain…
Nous avons donc attendu. Attendu quoi ? – La paix. La paix encore dans les brumes lointaines de l'avenir – six ou sept

mois, un an en mettant les choses au pire – nous apparaissait déjà comme le seul but à atteindre. Le bien ne pouvant sortir du mal, nous n'avons jamais espéré de la guerre que ruines, deuils, crimes et misères. La paix seule est féconde, la paix seule crée une atmosphère favorable au bonheur et au libre développement des peuples. Les gouvernements, tous, le sentent si bien qu'ils revendiquent en chœur la propriété exclusive de cet idéal. Nous nous sommes battus, nous nous battons et nous nous battrons jusqu'au bout, disent-ils, pour qu'il n'y ait plus de guerres, jamais. Alors ? Pourquoi ne pas ouvrir immédiatement l'ère bienheureuse des temps sans hécatombes.
- C'est la faute de l'Allemagne, dit-on d'un côté.
- C'est la faute de l'Angleterre, répond-on de l'autre.

II. Contre la haine.

Nous avons attendu la paix en silence, seule attitude possible, devant la formidable avance allemande, vite arrêtée il est vrai, et devant la croyance générale à une guerre courte. Puisque la tuerie ne pouvait être prolongée au delà de quelques mois, toute pression politique devenait inefficace et ne pouvait en abréger la durée. Les événements se sont chargés de nous montrer notre erreur.

Nous n'avons pas parlé, à ce moment-là, mais nous n'avons pas livré notre âme à la guerre et à la haine.

Dès octobre 1914, pour répondre aux étranges arguments d'un collègue qui voulait, à toute force, mettre dans le même sac les dirigeants et les dirigés allemands, nous écrivîmes un article pour l'Ecole Emancipée. Cet article ne put paraître, mais la copie, saisie en juillet 1917, a servi à l'avocat général près la Cour d'Appel de Bordeaux pour appuyer son accusation. Et qu'a-t-il trouvé dans ces quelques lignes écrites au début de l'horrible cauchemar ? Ceci : il faut développer la haine de la guerre et non la haine du peuple allemand, victime comme nous, mais non complice de ses maîtres. N'ayant pas le texte sous les yeux, nous ne donnons pas les termes mêmes, mais c'est le sens.

Un peu plus tard, *La Bataille Syndicaliste* ayant publié des poésies de Vigné d'Octon, qui nous avaient paru de nature à exciter la haine entre peuples, nous adressâmes une lettre au journal pour protester contre une telle façon de faire, et citer la prophétie de M. Justin Godard, qu'on trouvera plus loin. Le 21 février 1915, *La Bataille Syndicaliste* publiait nos quelques lignes accompagnées d'une longue réponse de l'intéressé. L'auteur de *La Gloire du Sabre* se défendait de pousser à la haine et revendiquait le droit d'écrire *La Gloire du Sabre allemand*, le plus et, pour ainsi dire le seul dangereux depuis août 1914.

« Nous ne voulons pas nier les atrocités allemandes, écrivions-nous, mais encore faudrait-il n'accepter pour exactes que celles dont la preuve est bien faite… Vigné d'Octon ne sait-il pas mieux que personne ce dont est capable toute armée en campagne ?

« La conclusion ? C'est la suppression de la guerre, et c'est à la suppression de la guerre qu'il faut encourager les peuples, et non les pousser à la haine stupide entre nationalités voisines. »

III. Première action pour la paix.

Au printemps de 1915, dans le même temps que la Fédération socialiste de la Haute-Vienne lançait sa circulaire où elle était amenée «à souhaiter dans l'intérêt du socialisme, de la classe ouvrière et de notre Patrie, la fin de la guerre», nous parvenions, guidés par les mêmes sentiments, à créer un courant pacifiste chez les instituteurs syndiqués. En juin, une conférence, dont nous avions pris l'initiative, réunissait à Tours une vingtaine de militants de notre Fédération. *Le Manifeste des Instituteurs syndicalistes*, portant la date du 1er juillet 1915, recueillit dès l'abord des signatures individuelles ou collectives dans les départements suivants: Charente, Bouches-du-Rhône, Cher, Vienne, Rhône, Sarthe, Dordogne, Saône-et-Loire, Lot-et-Garonne, Seine, Basses-Alpes, Isère, Tarn. Il y était dit que : «nos sympathies acquises à toutes les victimes de l'innommable tuerie, allaient d'abord et tout droit à l'héroïque Belgique, à notre France meurtrie». La conclusion était celle ci :
« Nous demandons donc au gouvernement de proposer un armistice à tous les belligérants et d'autoriser la discussion des bases sur lesquelles la paix pourrait être réalisée.
« Nous estimons que ces bases doivent être les suivantes :
1. Liberté pour les peuples de disposer d'eux-mêmes ;
2. Désarmement général par l'arbitrage obligatoire.
« En réclamant pour le peuple qui lutte si unanimement et si héroïquement ce droit de discussion, nous restons dans notre saine tradition républicaine et révolutionnaire. »
Nous savions bien que le gouvernement voyait d'un mauvais œil la propagande pacifiste, mais nous étions néanmoins décidés à l'entreprendre, la comprenant comme un devoir. Malheureusement notre geste fut à peu près ignoré ; les deux mille cinq cents exemplaires du *Manifeste*, destinés surtout à recueillir des signataires, ne purent être expédiés. Les journaux qui auraient dû nous appuyer se dérobèrent: *l'Humanité*, *La Bataille Syndicaliste*, *la Guerre Sociale* refusèrent carrément de tenter la publication. A cette époque nous ne les savions pas encore définitivement acquis à la politique gouvernementale. Depuis…

IV. Au groupe socialiste de Dignac – Une lettre du « Bonnet Rouge »

Le groupe socialiste de Dignac (Charente) fut créé fin juin 1913. Aussitôt il organisa une réunion publique contre les trois ans avec le concours de Raffin-Dugens.
En 1914, le trésorier et le secrétaire, deux hommes de valeur, nos amis Daniel Dedieu et Emile Papillon, furent mobilisés ; le groupe, comme tant d'autres, tomba en léthargie. Sur la demande expresse du secrétaire au front nous l'avons remis sur pied et le 2 juillet 1916 il tenait sa première réunion depuis la guerre (le trésorier avait déjà été tué en septembre 1915 et le secrétaire devait trouver le même sort en mars 1917).

Le groupe adressait des félicitations aux parlementaires kienthaliens qui venaient de voter contre les crédits et exprimait l'espoir que les autres députés minoritaires suivraient bientôt l'exemple donné par les trois.
L'ordre du jour fut communiqué à la presse et passa intégralement dans le *Populaire* (de Longuet). Dans le *Bonnet Rouge* il fut ajourné, puis mutilé par la censure. Le Secrétaire de la Rédaction nous écrivit à ce propos :
« Paris, 8 juillet 1916. Je me hâte de vous accuser réception de votre communication dont la censure n'autorise pas la publication.
« Est-il utile de dire qu'au *Bonnet Rouge*, où nous avons été frappés plusieurs fois pour avoir défendu des idées qui nous sont communes, nous sommes heureux de voir s'étendre le mouvement et croître la minorité qui répond de ce côté-ci du Rhin, à l'émouvant appel de Liebknecht et de ses amis.
« Je vous serai toujours reconnaissant de bien vouloir nous tenir au courant de la situation dans les Charentes et, en vous priant de transmettre nos félicitations et l'assurance de notre sympathie aux membres du groupe de Dignac, je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs. »
Nous reproduisons toute la lettre parce que l'accusation en a fait état avec ostentation pour jeter le trouble dans la conscience publique : « Ils sont de la bande du *Bonnet Rouge* ! » Les badauds hochent la tête et poussent un ah ! qui peut tout exprimer. Quelques-uns, plus gobeurs que les autres, s'écrient mélodramatiquement : Le poteau ! C'est le poteau qu'il faut pour ces gens-là ! Or, la lettre du *Bonnet Rouge* n'a fait l'objet d'aucune inculpation. De toute évidence elle n'est pas poursuivable. Nous n'étions ni abonnés, ni rédacteurs à ce journal. Mais l'aurions-nous été ?

Sont-ils poursuivis tous ces politiciens en vue qui lui donnèrent – contre argent comptant- des articles signés ?

D'ailleurs quel est le crime des hommes du *Bonnet Rouge* ? Ont-ils tripoté ? C'est fort possible, mais nous l'ignorons encore. Fourrer les gens en prison n'est pas une preuve suffisante de leur culpabilité.

Le groupe socialiste de Dignac eut l'occasion d'envoyer quelques circulaires à ses membres et à des militants socialistes. Elles furent soigneusement arrêtées par la poste sur l'ordre du gouvernement. Etouffement de la liberté doublé d'un vol, car les circulaires étaient affranchies. Que disaient-elles donc de si dangereux ?

Voici un passage qui répond (décembre 1916) à une objection majoritaire si souvent formulée :

- Vous n'avancerez pas la paix d'un jour.
- Qu'en savez-vous ? Néanmoins, admettons-le. Il reste que le Parti socialiste se sera déclaré pour la paix contre la guerre, les gouvernants ne tueront plus en notre nom. Cette libération de notre conscience suffirait largement à motiver notre réprobation de la guerre ignoble.
Mais n'oublions pas que le Parti socialiste travaille et lutte aussi en vue de l'avenir. Or, il importe sûrement pour les générations futures que notre volonté de paix, si humaine, soit résolument affirmée en pleine barbarie.

Le 13 mai 1917 notre petit groupe « pauvre et bailloné » tirait deux feuilles polycopiées en réponse à un autre groupe charentais qui avait édité une brochure pour réfuter (?!) la thèse minoritaire. Les socials-guerriers, dont le papier était plus fort que les arguments, avaient eu le front d'écrire : « Certains ont changé leur fusil d'épaule ».

- Non, mais voyez donc s.v.p. en tête des cartes du Parti, vous y lirez a) Aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise ; b) Refus des crédits militaires et du budget. (Pages 1 et 3.)

Nous terminions ainsi :

Notre conscience, à nous est tranquille et nos mains sont nettes. Jusqu'au bout nous continuerons notre action pour la paix libératrice, contre la guerre barbare, folle, stupide, ruineuse et criminelle.
Victimes ? Peut-être, complices ? Jamais !

Il est naturel, après ça, que l'accusateur public, à Bordeaux, ait chargé à fond contre le groupe socialiste de Dignac, groupe « inexistant mais qui dispose de deux voix dans les Congrès nationaux du Parti ». Les gens de justice ne savent pas tout. Une lettre saisie chez nous s'exprimait en ces termes : « vos deux voix, etc... ». Il s'agissait des deux voix de la tendance zimmerwaldienne de la Fédération de la Charente, voix communes à notre groupe et à quelques autres. Mais qu'importe, socialisme de Dignac ou d'ailleurs, syndicalisme, anarchie, liberté de pensée, vulgaire républicanisme, les chats-fourrés ont tout cela en horreur ; et ils nous le font bien voir.

V. Le Droit de l'enfant et la Liberté de l'instituteur.

Depuis longtemps, nous voulions protester d'une façon ou d'une autre contre le sans-gêne du gouvernement à l'égard de l'école primaire et de ses maîtres. Nous avons toujours professé que le peuple, que les enfants du peuple, ont droit, comme la bourgeoise, comme les enfants de la bourgeoisie, à la vérité. Il paraît que c'est là une opinion subversive.
L'instituteur, prétendons-nous, ne doit pas être un « bourreur de crânes » selon la pittoresque expression mise à la mode par la guerre qui, au moins dans le domaine linguistique, aura donné des résultats certains. Le gouvernement, au contraire, veut transformer les éducateurs en « agents politiques de la plus basse espèce ». Naturellement, les hauts fonctionnaires renchérissent encore sur les désirs ministériels ; il en résulte des ordres odieux et des décisions pitoyables.

Est-il admissible qu'un Préfet écrive à son Inspecteur d'Académie :

Je vous adresse 10.000 exemplaires de cette brochure (Leurs Crimes)[1] *dont l'acquisition a été faite par la Com-*

1 - Brochure de propagande anti-allemands, décrivant les soldats allemands comme des monstres sanguinaires (nde).

mission départementale de Secours aux victimes de la guerre de la Charente.
Vous voudrez bien en faire la répartition entre toutes les institutions en écoles publiques et privées du département. (Bulletin départemental de l'Instruction primaire, octobre-novembre 1916, n°274, page 268.)

Ce n'est pas là une lettre quelconque qui n'engage à rien, car l'insertion au Bulletin départemental tient lieu de notification officielle pour le personnel de l'enseignement primaire.
Enfin, la goutte d'eau qui fit déborder le vase, ce fut l'étrange circulaire de notre Inspecteur d'Académie nous donnant l'ordre d'avertir nos élèves et leur famille qu'après la guerre, grâce à la proposition de loi de trois législateurs à la manque, les pièces de vingt francs n'en vaudraient plus que seize !
Cette fois c'était trop. Nous devions élever la voix pour défendre, avec la neutralité scolaire outrageusement foulée aux pieds, la liberté de l'instituteur en tant que citoyen.

VI. Perquisitions.

Les exemplaires de la brochure *Les Instituteurs syndicalistes et la guerre* ayant été envoyés sous enveloppes cachetées, le Préfet du Loiret qui lit, tel Louis XIV, les lettres qui ne lui sont pas adressées, en découvrit une et fit illico un rapport à M. Malvy[2]. Ce dernier demanda immédiatement des poursuites contre nous à son complice de la justice. Les choses sont ainsi présentées dans notre dossier, mais il est probable que le Conseil des Ministres mijota le mauvais coup et prit la décision d'entreprendre la grande offensive contre les pacifistes et les instituteurs. Comment expliquer autrement les poursuites ordonnées, en même temps, sous le même grief général de pacifisme – défaitisme n'était pas encore en circulation – contre Hélène Brion, secrétaire fédérale, qui était pourtant étrangère à la rédaction de la brochure de la Section de la Charente ?
Le 26 juillet 1917, la police perquisitionna à notre domicile et y prit le stock restant de la piqûre poursuivie avec divers papiers manuscrits ou imprimés, dont nous n'avons plus jamais entendu parler.
Le 28 juillet, nouvelle perquisition. Autant le premier commissaire s'était montré correct et débonnaire, autant le second fut violent et incorrect, sans doute pour pouvoir écrire dans son rapport puis témoigner que nous l'avions outragé.
Les documents emportés furent remis au juge d'instruction. Aucun, en dehors des papillons pacifistes collés aux vitres de notre logement personnel, ne fut incriminé. De toute évidence ce bon fonctionnaire était venu pour se faire outrager.
Il faut remarquer ici que les papillons pacifistes et les outrages sont des accessoires sans importance de l'inculpation principale dirigée contre la brochure. L'instruction était ouverte depuis deux mois et demi quand le juge s'avisa – sur les ordres du ministère, la justice est indépendante – de nous poursuivre aussi pour ces deux derniers « délits » soigneusement tenus en réserve.

VII. A l'instruction – En correctionnelle

Sitôt inculpés, avant même que l'inculpation nous ait été signifiée, nous fûmes suspendus de nos fonctions d'instituteurs. C'était urgent, les grandes vacances commençaient. Le juge d'instruction avait, personnellement, envie de nous coffrer, lors de notre première entrevue qui fut assez mouvementée. Il n'obtint sans doute pas l'autorisation nécessaire car après sept heures d'interrogatoire, nous pûmes sortir du Palais de Justice et nous rendre à Paris au Congrès de la Fédération des Syndicats d'Instituteurs, congrès interdit et tenu malgré la police parisienne.
Pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre, nous avons fait, presque toujours accompagné de notre gosse, une dizaine de visites laïques et obligatoires mais pas gratuites, au juge d'instruction. Ce bougre-là nous gardait jusqu'à huit heures du soir pour des interrogatoires qui auraient pu tenir en dix minutes. C'est son genre d'être lambin. Il nous convoquait pour deux heures et commençait à nous questionner vers quatre. Un agent, venu pour conduire un délinquant quelconque, et qui s'impatientait aussi d'attendre si longtemps, nous a fort bien caractérisé le génie de notre magistrat instructeur : « Vous voyez le bureau de poste, nous dit-il en nous montrant le bâtiment en face du Palais, et bien, pour y aller, M. X… va passer par Hiersac (bourg à une quinzaine de kilomètres d'Angoulème). » Brave agent. Il n'a pas craint, après notre condamnation, de venir nous serrer la main en plein café, faisant ainsi preuve d'un réel courage.
Deux instructions étaient ouvertes contre nous. La première en vertu des lois scélérates, ne visait que Marie Mayoux et notre fils Jean, « écolier, douze ans ». Malgré les efforts de la police et de la justice, elle ne donna aucun résultat. Des mouchards surveillaient, le 17 juin 1917, deux réunions d'ouvriers de Ruelle dans lesquelles Marie Mayoux devait prendre la parole. Pure imagination policière ; elle ignorait ces réunions strictement corporatives et ne s'était trouvée à Ruelle, le 10 juin, que sur convocation du Secrétaire de la Fédération socialiste.
Un peu plus tard, une grève d'ouvrières de la Fonderie amena quelques manifestations dans les rues de Ruelle. Le juge d'instruction alla chercher un témoin à 25 kilomètres de là pour savoir si Marie Mayoux n'avait pas porté le drapeau rouge en tête des grévistes. Or, d'une part, ce témoin qui se trouvait par hasard à Ruelle un jour de manifestation ne savait sur l'affaire Mayoux que ce que lui en avait dit un autre témoin, mouchard bénévole ; d'autre part la porteuse de drapeau était connue à Ruelle de tous et de chacun. C'est une manie de la justice d'embrouiller à plaisir les choses les plus simples.
Un non-lieu clôtura cette première affaire.
Mais pour l'autre nous comparaissions tous trois, père, mère et enfant, devant la correctionnelle le 25 octobre.
Le réquisitoire fut quelconque. La raison invoquée par le Procureur pour demander notre condamnation était plutôt spécieuse : puisque ces gens-là veulent un piédestal, qu'ils le paient !

2 - Ministre de l'Intérieur de 1914 à 1917 (nde).



Les juges paraissaient ennuyés. Après avoir fait semblant de délibérer pendant une heure, ils nous sortirent un jugement nous condamnant à six mois de prison chacun. Nous en citons le passage le plus intéressant, parce qu'il essaie de justifier l'application de la loi du 5 août 1914 aux pacifistes. Justification ou escamotage des difficultés ?

> *Attendu qu'en droit ils (les prévenus) dénient aux papillons ou aux brochures affichés ou distribués par leurs soins le caractère d'informations ou d'articles concernant les opérations militaires ou diplomatiques.*
> *Attendu que pour interpréter sainement le dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 5 août 1914, on doit le comprendre dans ce sens que si cette loi vise les informations ou articles d'ordre militaire ou diplomatique, elle vise par cela même d'une façon générale toute information ou article ayant trait à la guerre qui, elle, embrasse à la fois toutes les opérations militaires ou diplomatiques.*

Ce n'est pas plus malin que ça !

VIII. L'arrêt de Bordeaux. - Passages subversifs de la brochure condamnée. - Deux ans de prison. - Révocation.

Le gouvernement, pressé d'en finir, ne voulait pas que nous fassions appel. Nous devions, sans doute lui savoir gré de ne nous avoir fait condamner qu'à six mois. Notre avocat, le greffier, d'autres encore, nous conseillaient, avec plus ou moins d'insistance, de nous en tenir là ou de formuler un recours en grâce. D'après l'avocat, un hurluberlu qui nous avait qualifiés d'inconscients dans sa plaidoirie, qui avait refusé de nous donner le moindre conseil juridique et de nous dire ce que contenait notre dossier, nous risquions, en faisant appel, non seulement un emprisonnement de plus longue durée, mais encore le conseil de guerre et la peine de mort (?!).
En réalité, nous ne comptions guère sur l'impartialité de nouveaux « juges » ; nous voulions aller jusqu'au bout, jusqu'à la Cour de cassation, pour voir si elle admettra aussi que la propagande pacifiste tombe sous le coup de la loi du 5 août 1914. Mais il paraît que cette Cour ne s'occupe que de la forme et non du fond. Alors les juges peuvent interpréter la loi à leur façon et condamner pour fausse monnaie l'auteur d'une étude sur les billets de banque ?
Pour aller en cassation il fallait faire appel. Nous avons donc fait appel sans nous inquiéter des menaces gouvernementales. Aussitôt la formalité remplie, le Procureur de la République faisait appel aussi. Si nous avions consenti à dire amen pour les six mois, nous étions assez punis, mais puisque nous n'acceptions pas, il fallait augmenter la peine. Drôle de morale.
A Bordeaux nous avons trouvé un accusateur public plus éloquent que celui d'Angoulème, mais manquant à ce point d'arguments que le mot germanophiles revenait comme un refrain dans son réquisitoire. Germanophiles nous ? C'est vraiment très fort, monsieur l'avocat général.
Germanophiles et propagandistes dangereux. Tiens, tiens. Comment des germanophiles peuvent-ils être, en France, pendant la guerre, des propagandistes dangereux, s'ils sont connus comme germanophiles ? Mais discute-t-on ça…
Le conseiller rapporteur, le président et l'avocat-général prononcèrent chacun un réquisitoire. Le public, en majorité bourgeois, écouta avec attention, sinon avec bienveillance, les explications que nous fournîmes pour notre défense.

Voici la déclaration lue à la Cour comme conclusion :

> *En prenant parti pour la paix et notamment en essayant de publier la brochure : Les Instituteurs syndicalistes et la guerre, nous ne sommes sortis ni de notre droit, ni de notre devoir.*
> *Le droit d'écrire, dont nous avons usé, résulte de la tradition républicaine, il s'appuie sur la Déclaration des Droits de l'Homme et sur la législation actuelle que nous avons respectée. C'est par un abus manifeste d'interprétation qu'il est possible d'appliquer aux pacifistes la loi du 5 août 1914 ; tel était, d'ailleurs, l'avis de M. Viviani qui, sous le ministère Ribot, a déposé un projet de loi pour les atteindre.*
> *Le devoir d'élever la voix contre la guerre nous a été dicté par notre conscience. Patriotes et internationalistes, nous ne pouvions demeurer muets devant les malheurs de la patrie et de l'humanité, malheurs auxquels la paix seule pourra mettre un terme.*
> *Nous rappelons ici cette partie de la déclaration lue aux juges du Tribunal correctionnel d'Angoulème, le 25 octobre dernier : « Français, nous aimons la France. Nous sommes patriotes ; mais avec les mères, les veuves et les orphelins, nous pleurons la mort de tant de jeunes hommes qui ne demandaient qu'à vivre ; notre cœur se serre à la pensée de tous ces mutilés, hier fort et ingambes, aujourd'hui infirmes pour le reste de leurs jours.*

« Nous sommes patriotes, mais nous ne pensons pas que ces sacrifices indéfinis soient du patriotisme. Le patriotisme pour nous consiste à négocier la paix au plus tôt.
« C'est notre pensée depuis le début des hostilités. Nous l'avons exprimée au printemps de 1915 dans un Manifeste des Instituteurs syndicalistes et, depuis, chaque fois que la censure anti-républicaine et illégale nous l'a permis.
« Aussitôt la paix revenue et la liberté de discussion reconquise, nous porterons la question devant l'opinion publique.
« Nous avons confiance et jusqu'au bout nous penserons que, dans l'intérêt de notre patrie et de l'humanité il faut faire la paix. »
Nous sommes toujours dans le même état d'esprit. Ce ne sont pas, en tout cas, les calomnies de la grande presse qui ont pu modifier notre façon de voir. Les qualificatifs de défaitistes, d'alarmistes et d'antipatriotes qu'elle nous a venimeusement appliqués, ont été jetés à la foule ignorante pour lui masquer la vague réactionnaire dont nous sommes les premières victimes. Il s'agit, en effet, d'atteindre l'école laïque et la classe ouvrière à qui les hommes au pouvoir ont eu la faiblesse de déclarer la guerre, sous les sommations brutales et réitérées des ennemis du régime. Nous n'en tenons pas moins à protester contre ce journalisme malhonnête auquel le Gouvernement nous a livrés en pâture pendant qu'il interdisait à la presse d'idées de nous défendre.
Il peut, ce gouvernement, nous attaquer, nous bâillonner, nous faire insulter, nous faire condamner et emprisonner, il n'arrivera pas à nous salir. Nous sommes forts parce que nous sommes propres.
Nous sommes fiers d'avoir volontairement pris place parmi ces pacifistes qu'on tente en vain de représenter, chez les Alliés, comme des misérables au service de l'Allemagne, et dans les Empires Centraux, comme des criminels à la solde de l'Angleterre, alors qu'ils sont des idéalistes, venus de tous les points de l'horizon politique et de toutes les classes sociales pour communier aujourd'hui dans la même horreur de la guerre atroce et le même désir de paix universelle.
Ce sera donc la tête haute, le regard droit et la conscience tranquille que nous irons, pour nos idées, prendre place dans les prisons de la République...si vous en décidez ainsi, Messieurs.

Un des conseillers eut un geste de protestation en entendant le passage où il est dit qu'il s'agit d'atteindre l'école laïque et la classe ouvrière. C'est peut-être pour contrarier les curés et les bourgeois qu'on persécute les instituteurs syndicalistes et socialistes.
Les audiences des 14 et 15 décembre furent consacrées à la lecture du rapport, à l'interrogatoire, au réquisitoire et à la présentation de nos moyens de défense. La Cour remit la suite à quinzaine.

Le 29, le président, aussi content qu'un chat qui joue avec une souris, nous lut un interminable arrêt rédigé en prose somnifère, par lequel nous sommes condamnés – légalement peut-être, mais également ce n'est pas douteux – à deux ans de prison et 1010 francs d'amende chacun. Nous ne discutons pas le morceau qui contient plusieurs parties fantaisistes et n'est, en somme, qu'un mauvais article de polémique. Il a été publié par *La Vérité* du 1er février 1918. En voici quelques extraits :

Attendu que la brochure intitulée Les Instituteurs syndicalistes et la guerre… apparaît comme étant avant tout un véritable plaidoyer tendant à justifier les actes commis par les Allemands, plutôt qu'une défense de la neutralité scolaire ; qu'elle contient en somme un vigoureux appel à la paix immédiate et sans phrases, basé faussement sur la faillite des opérations militaires ou diplomatiques françaises, qu'elle renferme dans son ensemble tous les éléments constitutifs du délit reproché à leurs auteurs ; qu'ayant trait d'une façon générale à la guerre actuelle et aux opérations de guerre elle est bien de nature à exercer une influence facheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, en essayant de leur persuader l'inutilité d'une plus grande résistance et l'inanité de tous les efforts déployés encore pour arriver à la victoire et, par la victoire à une paix glorieuse et avantageuse pour la Patrie ; que de tels articles, qui n'ont d'autre but que de chercher à faire tomber les armes des mains de nos soldats sont incontestablement de nature à affaiblir la confiance générale dans la valeur matérielle et morale de nos armes. Que toutes ces considérations sont par là même de nature à favoriser l'ennemi en jetant dans le plateau de ses forces des renseignements qui ne peuvent qu'accroître sa puissance et faire pencher de son coté la balance…
Sur l'application de la peine :
Attendu que les époux Mayoux n'ont, il est vrai, ni l'un ni l'autre d'antécédents judiciaires et que leur conduite privée est à l'abri de toute critique ;
Mais attendu que la Cour ne saurait perdre de vue la gravité exceptionnelle des faits relevés contre eux dans les conditions où ils se sont produits, qu'elle ne saurait faire abstraction du caractère criminel de la campagne défaitiste poursuivie par eux ; du but des plus blâmables qu'ils se sont proposé ; de tous leurs agissements anti-militaristes, anti-patriotiques et anti-français, de l'attitude qu'ils n'ont cessé d'avoir malgré toutes les observations et toutes les perquisitions ; que sans vouloir tenir compte de l'intérêt de la patrie qui réclamait tout au moins leur abstention, la leur plus encore que celle de n'importe quel citoyen, ils ont persisté à se montrer hautains, insolents, à se placer au-dessus des lois, à revendiquer de prétendus droits alors même qu'ils étaient de nature à compromettre l'état social, à amener la défaillance dans les cœurs les mieux trempés ; à démoraliser toutes les bonnes volontés

tant du front que de l'arrière ; à diffuser enfin leurs idées malsaines malgré tout, ne craignant pas de chercher à jeter l'alarme tant autour d'eux qu'au loin ;
Attendu qu'il importe en pareil cas de donner un exemple salutaire et de se montrer sévère...

Après la condamnation en bloc de la brochure, la Cour a pris ses lunettes et a cherché les passages les plus subversifs. Voyez le résultat de ses recherches héroïques et tenez-vous bien.

1° Nous devons refuser notre concours à toute propagande en faveur de la guerre.
Si nous avions quelque hésitation à ce sujet, un peu de réflexion et un regard autour de nous l'auraient vite dissipée. Les vues sur le conflit actuel sont multiples. Les combattants sont les seuls à avoir une opinion unanime et catégorique : la paix ! Les civils et les mobilisés de l'arrière, malgré la censure et l'action unilatérale de la presse, sont séparés sur cette question. En apparence et en paroles tout au moins car la crainte dicte bien des convictions.

Si après ça vous ne criez pas enthousiasmé : la guerre à outrance, jusqu'au bout ! Jusqu'au bout !…

2° Elle est jaune aussi la couverture du livre de Vigné d'Octon : La Gloire du Sabre… Lisez ce petit volume publié en 1900 par la « Société des éditions littéraires », et vous y verrez que les armées coloniales françaises ont commis sur les contingents noir et jaune tous les crimes possibles et imaginables : vols, incendies, destructions, viols, mutilations d'enfants et de blessés, trafic d'esclaves, etc. Les faits, les dates, les témoignages, les noms, tout y est. Voici un bref résumé du massacre le plus ignoble qui ait jamais déshonoré la guerre.
En 1897, le commandant Gérard fut chargé d'une expédition pour pacifier une région de Madagascar. Il parti au milieu de juillet à la tête de mille fusils. « Pour transporter les vivres, munitions, impedimenta, on avait réquisitionné plus de dix mille porteurs… en quelques semaines deux mille de leurs cadavres couvrirent les traces de la colonne. »
Le roi Touère, chef du district d'Ambike, prévenu par M.Samat, agent des Messageries Maritimes, et l'enseigne du vaisseau Blot, se préparait à faire solennellement sa soumission à la France. Le commandant Gérard ne l'entendait pas ainsi. « Sans motif, et uniquement pour se faire valoir », il cerna Ambike et ses soldats, des sénégalais pour la plupart massacrèrent toute la population : cinq mille personnes selon les uns, deux mille cinq cents seulement selon les autres.

Et dire que Vigné d'Octon n'a jamais pu réussir à se faire poursuivre !

3° Depuis que la grande guerre ravage l'Europe, si les Français n'ont pas – et pour cause – commis d'atrocités en territoire allemand, ils n'en ont pas moins la responsabilité de faits déplorables pour employer une expression modérée. Qui n'a entendu parler des casques « boches » avec la tête dedans, trimballés dans les musettes des sénégalais ? La chose nous fut affirmée par lettre, au début des hostilités, par un de nos voisins, territorial en garnison à Marly-le-Roi.
Qu'on nous comprenne, nous n'entendons pas excuser les crimes allemands, ni la violation de la Belgique, mais nous pensons encore, ce qu'écrivait en 1913, M. Justin Godart, député membre de la mission Carnegie, aujourd'hui sous-secrétaire d'État au service de santé : « LA GRANDE ET SEULE COUPABLE C'EST LA GUERRE… Si par malheur elle mettait aux prises demain, les nations les plus civilisées, les armées les plus disciplinées, des atrocités seraient sûrement commises, comme là-bas dans les Balkans. »

M. Justin Godard vous voilà bien et dûment condamné. La partie soulignée est une citation de votre article dans L'*Almanach de la Paix pour 1914*, page 50, Plon-Nourrit et Cie, éditeurs. M. Justin Godard, n'aurez-vous pas de remords ?

4° La guerre est immorale, inhumaine, ruineuse.
La diplomatie secrète, honte et mensonge des démocraties, est le fruit empoisonné des monarchies.
Les hommes sont les mêmes partout, bons et mauvais. Si des atrocités sont commises par tous les combattants, des actes d'humanité sont la gloire de tous.
Nos ennemis d'hier sont aujourd'hui nos alliés, pourquoi nos ennemis du moment ne seraient-ils pas nos amis demain ?
Tous les peuples ont été, sont et seront, tant qu'elle subsistera, victimes de la guerre.

Passage dangereux ? Il a paru avec l'autorisation de la censure dans plusieurs journaux. C'est comme ça la Justice.

5° « La paix ! c'est maintenant plus qu'une nécessité, c'est un devoir de la faire. »
Sans l'hésitation, la frousse pour trancher le mot, de quelques membres du Conseil fédéral que ne réussirent pas à entraîner nos dévoués amis Hélène Brion et Loriot, la lecture aurait pu être faite avant l'offre de paix allemande. Finalement Blanc y renonça, comme n'étant plus d'actualité ou pour tout autre motif que nous ignorons.
Nous avons vivement regretté cet abandon. Cependant, au milieu des trahisons des manitous socialistes et syndicalistes ; parmi les capitulations de conscience de tant d'hommes qui furent courageux seulement dans les réunions publiques d'avant-guerre, pacifistes pendant la paix et aboyeurs de la mort pendant la tuerie ; en face de la faillite lamentable des intellectuels en général et de nos chefs universitaires en particulier ; nous sommes heureux de constater que les trois députés pacifistes

français sont membres de l'enseignement primaire ; deux, Raffin-Dugens et Blanc, instituteurs syndiqués, le troisième, Brizon, professeur d'école normale.

Blanc, Raffin-Dugens, instituteurs syndiqués, Brizon, professeur d'école normale, les juges de Bordeaux vous portent dans leur cœur, c'est certain.

6° Une grande pacifiste, la Misère, va nous prêter main forte. Avec tristesse nous envisageons cette aide prévue et fatale. Ce cri : la paix ! que tant de deuils, tant de souffrances morales et physiques endurées par les combattants, tant de crimes, tant de sang répandu n'ont pu arracher des lèvres de la foule, ce cri si simple, si éloquent, si humain, jaillira demain de toutes les poitrines populaires parce que le pain sera noir et que le charbon manquera !
Nous aurons au moins cette satisfaction de n'avoir pas attendu cette sommation brutale pour exposer notre désir, notre volonté de paix.

Notre volonté de paix, parfaitement. Quelle gloire pour la France si elle avait pris la tête de l'offensive pacifiste !

Attendu, continue l'arrêt, que tous ces passages sont autant d'infractions aux articles ayant trait à la guerre actuelle ; que leurs auteurs se sont proposé d'y démontrer que toute résistance était désormais impossible et que faute de réussite des opérations militaires ou diplomatiques il fallait aboutir sans retard à la paix, à la paix à tout prix ; qu'ils n'ont même pas craint de donner dans le passage coté sous le n°6, page 15, des informations sur le déficit des approvisionnements, en proclamant que « demain le pain sera noir, et que le charbon manquera ».

Mais… c'est le charbon qui sera noir, et le pain qui manquera – partiellement au moins, n'est-ce pas Monsieur le Ministre du quasi-ravitaillement ? Quant aux informations sur les déficit des approvisionnements, ça c'est sérieusement grave. Grâce à notre brochure, les Allemands ont su qu'ils nous faisaient la guerre sous-marine et que quelques cultivateurs français avaient abandonné leurs fermes pour prendre le fusil.

Détail amusant : le magistrat instructeur nous faisait un gros grief d'avoir fait paraître une brochure sans nom d'imprimeur ; c'était là-dessus que M. Viviani basait toutes les poursuites contre les pacifistes dans le projet de loi dont il a été question plus haut ; or, ni à Angoulème, ni à Bordeaux, les juges n'ont réprimé cette contravention. Pauvres juges !

Nous avons formé un pourvoi en cassation le jour même de la lecture de l'étrange arrêt de la Cour d'appel. Ce pourvoi est suspensif en matière judiciaire. Il est suspensif, et pour qu'il soit recevable, nous a écrit un avocat célèbre, nous devrions nous constituer prisonniers. Comme on voit bien que procédure et logique n'ont rien de commun.

Le gouvernement, pressé, avait donné les ordres nécessaires et nous avons été révoqués dès le lendemain, 30 décembre 1917, « pour faits de propagande antipatriotique résultant notamment de la publication et de la diffusion, entre autres tracts, d'une brochure (sic) ayant pour titre : « Les Instituteurs syndicalistes et la guerre ». Nous sommes, parait-il, indignes d'être instituteurs. Prétexte stupide, puisque nous étions suspendus depuis le 29 juillet. Seulement la suspension n'entraîne pas suppression de traitement et il était urgent de nous affamer pour faire peur aux autres.

Aussi fallait-il non seulement nous révoquer, mais jeter nos meubles à la rue. C'est ce que voulait M. l'Inspecteur d'Académie qui nous écrivait le 31 décembre : de prendre immédiatement toutes mesures en vue de laisser le logement personnel de l'école à la disposition de l'intérimaire chargée de nous remplacer ; le local devant être entièrement disponible le 17 janvier au plus tard.

Nous avons refusé d'obéir à un ordre aussi brutal. Notre révocation n'est que provisoire, il faudra que le Conseil départemental de l'instruction primaire se prononce, après la guerre, sur notre cas. Si, à ce moment-là, notre révocation n'est pas maintenue, nous n'aurons pas à quitter Dignac. De plus il y a le moratorium, peut-être. En conséquence, M. l'Inspecteur d'Académie, M. le Préfet, M. Clémenceau, pourront, s'ils veulent, faire mettre nos quatre meubles à la rue. Ils le pourront puisqu'ils sont les maîtres. Jusqu'à ce jour ils n'ont pas encore osé. Nous verrons bien…

IX. Conclusion : « On les aura ! »

Que signifie notre affaire ? Entreprise par le gouvernement Ribot-Malvy sur les injonctions de M. Clémenceau, elle s'est poursuivie par notre condamnation à six mois de prison sous le ministère Painlevé, puis à deux ans sous la haute direction du Tigre[3] lui-même. Il s'agissait, il s'agit encore de faire peur aux pacifistes, instituteurs ou non. Mais M. Clémenceau, les autoritaires et les royalistes s'apercevront sans doute que les instituteurs syndiqués ont quelque caractère. Ils sont faciles à avaler, mais durs à digérer.

La vague clémenciste fait admirablement bien le triage de nos militants. Les mauvais ne résistent pas et se défilent ; les bons sortiront de la lutte mieux trempés pour les batailles d'après-guerre où il y aura tant à faire.

Nos amis Hélène Brion, Lucie Colliard, G. Piéderrière, Gaston Mouflard (il n'est pas instituteur, mais filleul de guerre d'Hélène Brion, il est mêlé à cause de cela à nos poursuites) et tant d'autres, perquisitionnés, enquêtés, menacés, déplacés ou tracassés de cent manières par le gouvernement dit républicain, sont, comme nous, des gens faciles à défendre. ILS ONT VOULU LA PAIX.

Ici nous devons nous élever avec énergie contre le traitement infligé à quelques-uns de nos camarades.

Si Hélène Brion bénéficia aussitôt son arrestation du régime politique, Lucie Colliard dut l'attendre près de deux semaines ;

3 - Petit surnom de Clémenceau, aussi appelé « le briseur de grèves ». (nde)

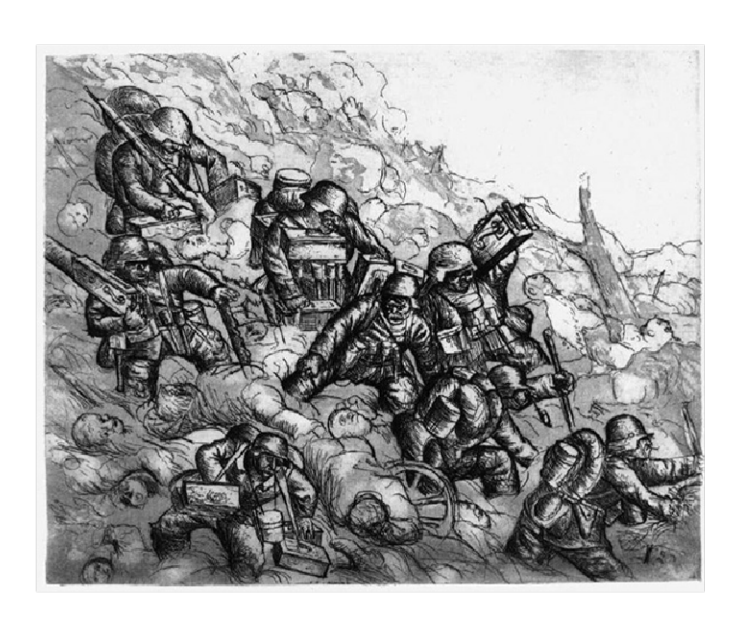
Gaston Mouflard, la bonté, le dévouement personnifiés, deux fois blessé au front, souffre encore du froid et de la faim pendant que nous écrivons ces lignes. Nous voulons quand même espérer que cette honte ne durera pas longtemps.
Le but visé est toujours d'effrayer la masse pour enrayer le mouvement pacifiste et révolutionnaire.
A savoir…
Une autre question vient naturellement à l'esprit ; est-il humain de faire souffrir physiquement même des prévenus ou des délinquants de droit commun ? La privation de liberté ne suffit donc pas comme peine ? Quelle pitié !



Pour notre part, nous persistons à croire, malgré tout, que la paix seule peut concilier les intérêts de la Patrie et de l'Internationale. Nous voulons la paix.
En attendant que sous la pression des peuples ou de la nécessité les gouvernants se décident à la faire, nous ne devons pas perdre de vue que le parti de la guerre vise un double but nul : emplir ses poches et étrangler la République. Nous avons donc la ferme volonté d'apporter notre concours à la lutte qu'il importe de mener vigoureusement contre l'ennemi intérieur. En face des forces du passé faisons le bloc avec les vrais républicains, aussi modérés soient-ils. C'est le moment. Mais qu'ils ne s'y trompent pas ces républicains ; le régime actuel, ou mieux celui d'hier, avec ses bribes de liberté, ne saurait être définitif. La paix venue, toutes les difficultés ne seront pas résolues. D'angoissants problèmes, aussi bien politiques qu'économiques, vont se poser. Il faudra, pour les résoudre, un esprit d'initiative exempt de toute timidité ; il faudra vouloir beaucoup plus de justice sociale.
En premier lieu nous demanderons, nous exigerons la révision des fortunes dont jouissent scandaleusement les anciens et nouveaux riches. La dette de guerre devra être, non pas supprimée, mais transformée en dette sociale ; au lieu de servir de rentes aux capitalistes, le Grand Livre aura à pourvoir à l'instruction de l'enfance, à garantir les travailleurs contre le chômage et la maladie, à donner à la vieillesse les modestes rentes qui assureront à tous un moment de répit et d'indépendance matérielle avant la mort. Au lieu de demander au travail de nouveaux et lourds impôts, au lieu de grever les objets de première nécessité, il faudra socialiser les mines, les chemins de fer, les assurances, les banques et toutes les grandes entreprises…
Nous voulons, nous devons, en travaillant pour la paix, défendre la France et la République, mais nous ne consentirons jamais à trahir l'Internationale ouvrière.
Nous avons la conscience tranquille et demain nous justifierons facilement notre attitude présente en face du monstre qu'est la guerre. Déjà nous arrivent les échos de voix amies qui prouvent que nous sommes compris. Malgré menaces et poursuites, malgré que le gouvernement ait mis tout en œuvre pour nous isoler, nous nous sentons entourés de la plus chaude sympathie. La lâchage de quelques meneurs et politiciens professionnels est largement compensé par la solidarité fraternelle de nos camarades instituteurs et ouvriers. Voici, pris parmi des centaines, trois de ces témoignages spontanés qui font heureusement contrepoids à la férocité des juges et des gouvernants :
VOIX DU FRONT : Un jeune camarade, instituteur dans un département du Centre, que nous ne connaissons que par ses lettres, animées de la foi qui sauve, s'exprime ainsi : *« C'est des deux mains que je vous acclame et du fond du cœur je vous crie courage !*
« Si l'intérieur s'est laissé submerger par la vague réactionnaire, ceux des tranchées, dont la voix est momentanément étouffée dans le tumulte du carnage, ne trahiront pas… Ils reviendront un jour avec des arguments et obtiendront justice. Ne désarmez point en nous attendant et ayez foi en vos cadets. »
VOIX DES HÔPITAUX : Notre ami D..., sergent-fourrier, amputé et décoré, plusieurs fois cité, nous disait pas plus tard qu'hier : *« aussitôt redevenu civil, je veux réorganiser le syndicat de mon département pour me lancer dans la mêlée. »* Et ses yeux brillaient de la plus loyale ardeur pendant que les nôtres s'emplissaient de larmes à la pensée de toutes les souffrances morales et physiques supportées par cet homme de cœur, séparé de sa femme, institutrice dans les régions envahies et de ses trois enfants, depuis le début de la tragédie.

VOIX DES CAMPS DE PRISONNIERS : Un instituteur syndiqué, sergent, croix de guerre, nous écrivait, à la date du 30 décembre 1917 :
« Chers Camarades,
« Du fond de ma captivité où m'est parvenue par les journaux allemands la nouvelle de votre condamnation, je vous adresse l'expression de mes plus ardentes sympathies. Soyez bien tranquilles il n'y a pas des Maximalistes qu'en Russie. Patience, patience ! Ici nous en avons tous gros sur le cœur. Nous aurons une belle revanche.
« Bien cordialement à vous et à tous ceux qui luttent pour notre bel idéal. »
Oui, patience : « Le temps viendra ».

Paris, le 6 février 1918.
Marie et Francois MAYOUX



Filmo

Requiem pour un massacre, Elem Klimov, 1985.
Un film extrêmement dur qui suit un adolescent biélorusse engagé avec l'armée rouge qui combat les nazis. Initialement enthousiaste à l'idée de se battre, de « devenir un homme », l'adolescent vivra l'horreur et la barbarie de la guerre…

Les sentiers de la gloire, Stanley Kubrick, 1957.
Un film américain situé en France, dans les tranchées de la première guerre mondiale, raconte les réactions de supérieurs militaires face au refus de certains soldats de monter au front. (bombardement de leur propres lignes, cour martiale, etc.)

Capitaine Conan, Bertrand Tavernier, 1996
Film se déroulant à la fin de la première guerre mondiale sur le front des Balkans où l'on voit l'action des « corps français », groupes « mercenaires » ultra-violents utilisés pour mener des actions guerillas contre les soldats d'en face. Au bout de quatre ans de violence sanguinaire, que faire lorsque la guerre s'arrête ?

La Bombe, Peter Watkins, 1966
Ce film de fiction permet d'imaginer ce qui pourrait se produire en cas d'attaque nucléaire en Angleterre.

Johnny s'en va t'en guerre, Dalton Trumbo, 1971
Un soldat américain dans la première guerre mondiale sera grièvement blessé au point d'être amputé de ses quatre membres et de perdre la parole, la vue, l'ouïe et l'odorat.

Avoir 20 ans dans les Aures, René Vautier, 1972
Sur l'escalade de la violence au sein de l'armée en Algérie en 1961.

Pour l'exemple, Joseph Losey, 1964.
Un soldat britannique est jugé pour désertion...

La chambre des officiers, Francois Dupeyron, 2001.
Adapté du roman du même nom écrit par Marc Dugain, sur les gueules cassées.

Musico

La rue des lilas, groupe Katé Mé
La grève des mères, Montéhus, 1905.
Gloire au 17ème, **composée par Montéhus en 1907, honorant le 17ème régiment d'infanterie de ligne fraternisant avec la « révolte des vignerons » en 1907.**
La butte rouge, Montéhus, 1923. **Sur la guerre des tranchées.**
La chanson de Craonne, **entonnée par des soldats mutinés en 1917.**
Boris Vian - *le deserteur*
Boris Vian - *Le petit commerce*
Francis Lemarque - *quand un soldat*
Pete Seeger – *The dove she is a pretty bird*
The fugs - *Kill for peace*
Bob Dylan - *Masters of war*

Biblio

Gabriel Chevallier, *La peur*, Stock, 1930.
Un roman qui nous met dans la peau d'un soldat français pendant la première guerre mondiale.

Sven Lindqvist, *Maintenant tu es mort*, Serpent à plumes, 2002.

William March, *compagnie K*, Gallmeister, 2015 (1933)
Décembre 1917. Une compagnie de marines est envoyée au front, en France. Les cent-treize hommes de la compagnie K découvrent la guerre : balles qui sifflent, ordres absurdes, la pluie et le froid, la tentation de déserter. Ils prennent tour à tour la parole pour raconter leur guerre et leurs traumatismes.

Heinrich Böll, *Le train était à l'heure*.1949.
Seconde guerre mondiale, un soldat allemand monte dans un train qui l'emmène vers la Pologne. À partir de cet instant, il sait qu'il va mourir... Bientôt.

Les Désobéissants, *Désobéir à la guerre*, le passager clandestin, 2013.
Un petit recueil plus non-violent qu'anti-militariste, en trois parties, présentant les horreurs de la guerre ainsi que les désastres qu'elles contiennent ; puis des exemples d'opposition non-violente aux guerres et enfin une invitation à agir.

Louis Lecoin, *Le cours d'une vie*, édité par l'auteur, 1965.
Autobiographie de Louis Lecoin, anarchiste pacifiste relatant tous ses combats, entre autres ses refus de servir à l'armée et son opposition aux guerres.

Andrée Michel et Floh, *Citoyennes militairement incorrectes*, L'Harmattan,
Des citoyennes militairements incorrectes contre le complexe militaro-industriel.

Jean Giono, *Ecrits pacifistes.*
Un volume regroupant plusieurs textes pacifistes dont « Je ne peux pas oublier », publié ici.

Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, Libertalia&L'insomniaque, 2016.
Sous-titré *ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, ce travail historique retrace les années d'avant-guerre et l'organisation des révolutionnaires face à la mobilisation qui se faisait sentir déjà bien avant 1914.

Louis-Mercier Vega, *La chevauchée anonyme*, Agone, 2006.

IL NE FAUT PAS CONFONDRE FORME DE L'UNIVERS ET VERT DE L'UNIFORME.





